



منظمة الأغذية
والزراعة
للأمم المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food
and
Agriculture
Organization
of
the
United
Nations

Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture

Organización
de las
Naciones
Unidas
para la
Agricultura
y la
Alimentación

CONFÉRENCE DE HAUT NIVEAU SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE MONDIALE: LES DÉFIS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET DES BIOÉNERGIES

Rome, 3 – 5 juin 2008

RAPPORT DE LA CONFÉRENCE

**CONFÉRENCE DE HAUT NIVEAU SUR LA SÉCURITÉ
ALIMENTAIRE MONDIALE: LES DÉFIS DU CHANGEMENT
CLIMATIQUE ET DES BIOÉNERGIES**

Rome, 3 – 5 juin 2008

RAPPORT

TABLE DES MATIÈRES

DATE ET LIEU DE LA CONFÉRENCE DE HAUT NIVEAU

CÉRÉMONIE D'OUVERTURE

OUVERTURE DE LA CONFÉRENCE DE HAUT NIVEAU

SEGMENT DE HAUT NIVEAU

COMITÉ PLÉNIER

TABLES RONDES

ADOPTION DU RAPPORT DU COMITÉ PLÉNIER

**ADOPTION DE LA DÉCLARATION SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE MONDIALE:
LES DÉFIS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET DES BIOÉNERGIES**

PARTICIPATION

CLÔTURE DE LA CONFÉRENCE DE HAUT NIVEAU

ANNEXES

- I. Discours - Cérémonie d'ouverture
- II. Ordre du jour
- III. Conclusions des tables rondes
- IV. Déclarations – Adoption de la Déclaration
- V. Liste des pays et organisations ayant participé
- VI. Liste des documents

APPENDICE

Déclaration sur la sécurité alimentaire mondiale: les défis du changement climatique et des bioénergies

DATE ET LIEU DE LA CONFÉRENCE DE HAUT NIVEAU

1. La Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale: les défis du changement climatique et des bioénergies s'est tenue au Siège de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) à Rome (Italie) du 3 au 5 juin 2008.

CÉRÉMONIE D'OUVERTURE

2. M. Jacques Diouf, Directeur général de la FAO, a souhaité la bienvenue aux délégués et aux observateurs et a exprimé sa profonde reconnaissance au Gouvernement italien pour la générosité dont il a fait preuve en accueillant cette Conférence de haut niveau.

3. M. Giorgio Napolitano, Président de la République italienne, a souhaité à tous les participants la bienvenue en Italie et à la Conférence de haut niveau, soulignant qu'il était urgent que la communauté internationale réaffirme son engagement à instaurer la sécurité alimentaire à l'échelle mondiale.

4. M. Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, s'adressant à la Conférence de haut niveau, a souligné l'impérieuse nécessité de chercher ensemble à remédier aux causes profondes de l'insécurité alimentaire et de la pauvreté. Il a rappelé que l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire avait travaillé à un Cadre global d'action visant à réunir des capacités techniques et analytiques, à fournir aux gouvernements les meilleures informations disponibles pour faciliter leur prise de décisions concernant le secteur agricole et à relancer la production et la productivité.

5. Son Éminence le Cardinal Tarcisio Bertone, Secrétaire d'État du Saint-Siège, a prononcé le message adressé par Sa Sainteté le Pape Benoît XVI à la Conférence de haut niveau, exhortant les participants à remédier à l'insécurité alimentaire avec la plus grande détermination.

6. Dans sa déclaration, M. Jacques Diouf, Directeur général de la FAO, a souligné la nécessité de parvenir à un accord sur des mesures concrètes et novatrices à l'occasion de cette Conférence de haut niveau et a déclaré que de nouveaux investissements substantiels dans l'agriculture s'imposaient pour atteindre les objectifs fixés en matière de sécurité alimentaire et d'éradication de la pauvreté.

7. Le texte intégral des discours prononcés pendant la cérémonie d'ouverture figure à l'Annexe 1.

OUVERTURE DE LA CONFÉRENCE DE HAUT NIVEAU

Élection du Président et des Vice-Présidents et nomination du Rapporteur

8. M. Diouf a déclaré ouverte la Conférence de haut niveau. Il a annoncé qu'à l'issue de consultations avec les Groupes régionaux, il avait été proposé à l'unanimité que M. Silvio Berlusconi, Président du Conseil des Ministres de la République italienne, préside la Conférence. M. Berlusconi a été élu Président de la Conférence de haut niveau par acclamation.

9. Le Président a annoncé qu'à l'issue de consultations tenues avant la Conférence de haut niveau, les pays participants s'étaient entendus sur les personnes auxquelles ils souhaitaient confier les fonctions de Vice-Président et de Rapporteur. La Conférence a donc élu Vice-Présidents:

S.E. M. Denis Sassou-N'Gusso, Président de la République du Congo;

S.E. M. Masatoshi Wakabayashi, Ministre de l'agriculture, des forêts et des pêches du Japon;

S.E. M. Iztok Jarc, Ministre de l'agriculture, des forêts et de l'alimentation de la République de Slovénie;

S.E. M. Leonel Antonio Fernández Reyna, Président de la République dominicaine;

S.E. M. Amin Ahmed Mohamed Othman Abbaza, Ministre de l'agriculture et de la bonification des terres de l'Égypte;

M. Mark E. Keenum, Sous-Secrétaire, Farm and Foreign Agricultural Services, États-Unis d'Amérique; et

S.E. M. Jim Anderton, Ministre de l'agriculture, des pêches et des forêts de la Nouvelle-Zélande.

S.E. M. Salvador Chio Jiménez, Secrétaire d'État à l'agriculture de la République dominicaine, a été élu *Rapporteur*.

10. En outre, compte tenu des longues heures de débat prévues, la Conférence de haut niveau est convenue que les Vice-Présidents pourraient désigner un membre de haut rang de leur délégation pour présider une séance ou une partie de séance de la Conférence.

Allocution de bienvenue du Maire de Rome

11. M. Gianni Alemanno, Maire de Rome, a prononcé une courte allocution, déclarant que c'était un grand plaisir et un grand honneur pour la ville de Rome d'accueillir la Conférence de haut niveau.

Adoption de l'ordre du jour et du calendrier

12. La Conférence de haut niveau a adopté l'ordre du jour tel qu'il figure à l'*Annexe 2*.

Établissement du Comité plénier

13. La Conférence de haut niveau a établi le Comité plénier et élu M. Denis Sassou-N'Gusso, Président de la République du Congo, aux fonctions de président de ce Comité.

SEGMENT DE HAUT NIVEAU

14. Des chefs d'État ou de gouvernement et des délégations de 139 pays et de la Communauté européenne ont pris la parole au cours du Segment de haut niveau, de même que des représentants de six organismes des Nations Unies, de neuf organisations intergouvernementales et de quatre organisations non gouvernementales. Cinq autres organismes, y compris du secteur privé, ont également fait des déclarations.

COMITÉ PLÉNIER

15. S.E. M. Henri Djombo, Ministre de l'économie forestière de la République du Congo, a déclaré ouvert le Comité plénier. M. James G. Butler, Directeur général adjoint de la FAO, a déclaré que le Comité plénier avait l'importante mission de mettre au point le projet de déclaration qui serait soumis à la plénière pour examen.

16. Le Comité plénier a reçu le *Rapport des Coprésidents du Groupe de contact informel à composition non limitée*¹, contenant le projet de déclaration. Il a décidé de poursuivre ses délibérations sur le projet de déclaration sous la conduite des Coprésidents du Groupe de contact informel à composition non limitée, MM. Ibrahim Abu Atileh (Royaume hachémite de Jordanie) et David Hegwood (États-Unis d'Amérique).

TABLES RONDES

Prix élevés des denrées alimentaires: causes, conséquences et solutions possibles

17. S.E. M. Henri Djombo, Ministre de l'économie forestière de la République du Congo, a souhaité la bienvenue à tous les participants; il a ouvert la Table ronde *Prix élevés des denrées alimentaires: causes, conséquences et solutions possibles*, et a présenté les Coprésidents de la Table ronde: S.E. M. Ed Shafer, Secrétaire à l'agriculture des États-Unis d'Amérique, et S.E. M. Mahaman Moussa, Ministre du développement agricole de la République du Niger.

18. Les Coprésidents ont souhaité la bienvenue aux membres: Mme Barbara Stocking, Directrice, Oxfam International; M. Willem-Jan Laan, Directeur, Global External Affairs, Unilever; et M. Joachim von Braun, Directeur général, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI). Après les déclarations liminaires du Président et des Coprésidents, les membres se sont penchés sur un certain nombre de questions essentielles liées aux prix élevés des denrées alimentaires, à leurs causes et à leurs conséquences et ont examiné les solutions possibles.

Changement climatique et sécurité alimentaire

19. Le Président du Comité plénier a présenté les Coprésidents de la Table ronde sur le thème *Changement climatique et sécurité alimentaire*: S.E. M. Muzahem Al Muheisen, Ministre de l'agriculture du Royaume hachémite de Jordanie, et S.E. M. Erik Solheim, Ministre de l'environnement et du développement international de la Norvège.

20. Les Coprésidents ont souhaité la bienvenue aux membres, M. Martin Parry, Coprésident du Groupe de travail II du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC), Royaume-Uni; Mme Ulla Holm, Directrice mondiale, Tetrapak, Suède; et M. Martin Khor, Directeur, Réseau d'information Tiers monde, Malaisie. Les membres se sont penchés sur un certain nombre de questions essentielles liées aux effets du changement climatique sur la sécurité alimentaire.

Ravageurs et maladies transfrontières

21. Le Comité plénier a entendu les déclarations liminaires des Coprésidents de la Table ronde sur le thème *Ravageurs et maladies transfrontières*, S.E. M. Sharad Pawar, Ministre de l'agriculture, de la consommation et de la distribution publique de l'Inde, et S.E. M. Jim Anderton, Ministre de l'agriculture, des pêches et des forêts de la Nouvelle-Zélande.

22. Les Coprésidents ont invité trois membres: M. Hans R. Herren, Président, Institut du Millénaire, Coprésident de l'Évaluation internationale des sciences et technologies agricoles pour le développement et lauréat du World Food Prize; M. Declan O'Brien, Directeur général, Fédération internationale pour la santé animale; et M. M. Taghi Farvar, Membre du Conseil d'administration de l'Union mondiale pour la nature (UICN), Président de la Commission de l'UICN sur les politiques environnementales, économiques et sociales et Coprésident pour le

¹ HLC/08/3

thème sur les moyens de subsistance durables, à exposer leurs vues sur la question des ravageurs et maladies transfrontières.

Bioénergies et sécurité alimentaire

23. Le Président du Comité plénier a présenté les Coprésidents de la Table ronde sur le thème *Bioénergies et sécurité alimentaire*, S.E. Mme Gerda Verburg, Ministre de l'agriculture, de la nature et de la qualité des aliments des Pays-Bas, et S.E. M. Guillermo Salazar Nicolau, Ministre du développement agricole du Panama.

24. Les Coprésidents ont invité trois membres: M. Pat Mooney, Directeur exécutif, Groupe d'action sur l'érosion, la technologie et la concentration (Groupe ETC); Mme Anne-Ruth Herkes, Vice-Présidente, chargée des politiques et questions stratégiques, BP Biofuels; et M. Ibrahim Assane Mayaki, Directeur exécutif, The Rural Hub, Afrique de l'Ouest, à se pencher sur les questions relatives aux bioénergies et à la sécurité alimentaire.

25. Dans le cadre de la Conférence, quatre événements ont eu lieu les 3 et 4 juin 2008, à savoir un forum pour le secteur privé, un forum pour les organisations de la société civile et les ONG, un forum pour les petits États insulaires en développement et un forum pour l'Afrique, qui ont tous contribué au succès de la Conférence.

26. M. John Holmes, Sous-Secrétaire général des Nations Unies pour les affaires humanitaires, et M. David Nabarro, Coordonnateur adjoint du système des Nations Unies pour la crise alimentaire mondiale, ont présenté le projet d'éléments d'un cadre global d'action dont le Secrétaire général de l'ONU avait confié la rédaction à un Groupe spécial sur la crise alimentaire mondiale.

ADOPTION DU RAPPORT DU COMITÉ PLÉNIER

27. Le Comité plénier a approuvé son rapport et la Déclaration sur la sécurité alimentaire mondiale: les défis du changement climatique et des bioénergies en vue de leur adoption par la Conférence de haut niveau.

ADOPTION DE LA DÉCLARATION SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE MONDIALE: LES DÉFIS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET DES BIOÉNERGIES

28. La Conférence de haut niveau a adopté par acclamation la Déclaration sur la sécurité alimentaire mondiale: les défis du changement climatique et des bioénergies, telle que reproduite dans l'Appendice au rapport. Le Président a noté que les déclarations de l'Argentine, de Cuba et du Venezuela seraient jointes au rapport. Elles figurent à l'*Annexe 4*.

PARTICIPATION

29. Sur les 181 pays participants, 23 étaient représentés par le chef d'État, 3 par un vice-chef d'État, 13 par le chef de gouvernement, 3 par un vice-chef de gouvernement, 89 par un ministre, 8 par un vice-ministre et 42 par un ambassadeur ou un autre haut fonctionnaire. La liste des pays et organisations qui ont participé à la Conférence de haut niveau est reproduite à l'*Annexe 5*.

CLÔTURE DE LA CONFÉRENCE DE HAUT NIVEAU

30. La Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale: les défis du changement climatique et des bioénergies a terminé ses travaux et a été déclarée close le 5 juin 2008, à 21 h 45.

ANNEXES

- I Discours - Cérémonie d'ouverture
- II. Ordre du jour
- III. Conclusions des tables rondes
- IV. Déclarations – Adoption de la Déclaration
- V. Liste des pays et organisations ayant participé
- VI. Liste des documents

ANNEXE 1

Discours - Cérémonie d'ouverture

DISCOURS DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ITALIENNE, S.E. M. GIORGIO NAPOLITANO

FAO - Rome, 3 juin 2008

*Monsieur le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies,
Monsieur le Directeur général de la FAO,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,*

La Conférence de haut niveau que l'Italie a le privilège d'accueillir et que j'ai aujourd'hui l'honneur d'inaugurer offre une extraordinaire occasion de se livrer à une réflexion et de prendre des engagements sur des thèmes cruciaux de notre époque et elle est déjà en soi un événement, de par l'éminence de ses participants, principalement des chefs d'État et de gouvernement. J'y vois le signe d'une conscience et d'une disponibilité nouvelles des responsables de tous les continents, mais aussi des organisations mondiales et de l'ensemble de la communauté internationale.

En effet, on ne peut que constater le caractère dramatique de la crise qui a éclaté et de ses conséquences, surtout pour les populations les plus pauvres, pour près d'un milliard de personnes sous-alimentées, mais aussi pour les couches sociales frappées un peu partout par une perte grave de pouvoir d'achat. C'est une crise alimentaire qui éloigne encore les Objectifs du Millénaire pour le développement et, en particulier, celui qui consiste à réduire l'extrême pauvreté et la faim.

Force nous est de constater que le droit à l'alimentation, qui était au cœur du premier Sommet mondial de l'alimentation de la FAO, en novembre 1996, à Rome, passe maintenant au second plan. Il faut nous rendre à l'évidence: la crise alimentaire actuelle compromet les progrès obtenus ces dernières années sur le continent qui souffre le plus, l'Afrique, même si, comme l'a récemment souligné le Secrétaire général Ban Ki-moon, les lueurs d'espoir ne manquent pas, et on a des raisons d'être optimiste. Il y aura certainement à cette Conférence une libre confrontation au sujet des causes et des caractéristiques de la crise alimentaire. Ce qui est certain, c'est que l'opinion mondiale a été prise au dépourvu par une impressionnante série d'émeutes de la faim qui ont éclaté à la suite de la flambée des prix des denrées alimentaires. Par conséquent, il est important dans les débats – notamment en ce qui concerne les pays les plus développés et les institutions financières internationales – de faire preuve d'esprit critique, de s'affranchir des conventions, pour rechercher d'éventuelles erreurs de sous-estimation et d'imprévoyance.

On a probablement attendu trop longtemps pour évaluer le changement radical qui accompagnerait le développement économique vertigineux des pays émergents du point de vue de la demande de denrées alimentaires. On ne s'est pas préparé à un scénario dans lequel – en raison d'un concours de facteurs, notamment d'ordre spéculatif – le temps des aliments à bon marché pourrait être révolu sous peu. On n'a pas donné toute l'importance voulue à l'impact, à moyen et à long termes, de certaines politiques agricoles et commerciales, d'une part, sur les exportations et, d'autre part, sur la consommation intérieure; alors même qu'il aurait fallu déterminer le point d'équilibre nécessaire entre ces deux objectifs. De surcroît, on n'a pas tenu suffisamment compte des effets de l'affectation de superficies cultivées à la production de biocarburants.

Une vision lucide et critique de ces enseignements du passé récent permet de conclure – comme le rapport de la Banque mondiale – que « l'agriculture demeure un outil fondamental de développement durable et de réduction de la pauvreté ». Et de façon plus générale, s'impose l'impérieuse nécessité de politiques coordonnées au niveau mondial, visant à faire face à une situation d'urgence préoccupante – par des interventions de nature à soutenir l'offre de produits

alimentaires – en faveur des pays les plus touchés par la crise – et en même temps, au-delà de l'urgence, à jeter les bases de nouveaux investissements dans l'agriculture en tirant parti de toutes les possibilités d'accroissement et d'amélioration des productions vivrières.

Pour s'engager dans cette direction, il faut d'abord constater que l'on ne saurait compter sur les qualités de rééquilibrage des forces du marché pour surmonter la crise alimentaire et garantir une perspective de sécurité alimentaire véritable. On peut et on doit reconnaître la nécessité de politiques et d'interventions s'insérant et s'exprimant du point de vue opérationnel, dans le système des Nations Unies.

Nous envisageons avec confiance l'engagement de l'Équipe spéciale que le Secrétaire général Ban Ki-moon a préconisée et qu'il a accepté de présider. Nous croyons dans le rôle de la FAO, du FIDA, du PAM, des institutions que l'Italie a l'honneur d'accueillir; nous envisageons aussi avec beaucoup de conviction le rôle que l'Organisation mondiale du commerce est appelée à jouer, en particulier dans la conclusion satisfaisante du cycle de Doha.

Parmi les divers aspects de l'apport que l'Italie estime devoir et pouvoir consentir, il y a celui de l'impulsion – grâce aux organismes techniques ou scientifiques dont elle dispose – en faveur d'activités de formation, de consultation et d'assistance, indispensables pour donner aux entreprises agricoles, en particulier les plus petites des pays pauvres, les moyens de progresser sur le plan de l'innovation technologique et de la gestion efficace des ressources. Mais il y a également l'apport italien aux programmes de coopération pour le développement, s'insérant soit dans un cadre bilatéral, soit dans celui des interventions de l'Union européenne, en faveur des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, ayant pour objectifs le développement rural, l'accès à l'eau et la protection de l'environnement.

J'aimerais, pour terminer, vous faire part d'une autre considération de caractère général. L'analyse des éléments de la crise alimentaire actuelle met en évidence les liens entre cette crise et les autres grands problèmes du monde d'aujourd'hui: ceux de l'énergie, des changements climatiques et de la dégradation de l'environnement. Les interdépendances croissantes qui caractérisent le processus de mondialisation et qui conditionnent notre avenir commun se confirment. Nous devons tous – en tant que représentants de nos peuples et de nos pays – en tirer tout le sens de nos responsabilités, qui consistent à unir les efforts et à trouver les moyens d'un développement mondial plus solidaire et discipliné.

**ALLOCUTION DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
DES NATIONS UNIES,
S.E. M. BAN KI-MOON**

FAO – Rome, 3 juin 2008

*Monsieur le Président Giorgio Napolitano,
Mesdames et Messieurs les chefs d'État et de gouvernement,
Monsieur Silvio Berlusconi, premier ministre
Monsieur Jacques Diouf, Directeur général de la FAO,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs les délégués,
Mesdames, Messieurs,*

Vous connaissez tous la gravité et l'ampleur de la crise alimentaire mondiale. Avant que cette crise ne frappe, plus de 850 millions de personnes dans le monde manquaient de nourriture. La Banque mondiale estime que leur nombre pourrait augmenter encore de 100 millions. Les plus pauvres parmi les pauvres consacrent au moins deux tiers de leur revenu à l'alimentation. Ils seront les plus touchés.

Je l'ai constaté moi-même. Au Libéria, j'ai rencontré récemment des personnes qui, en temps normal, achètent le riz par sac. Aujourd'hui, elles l'achètent par tasse. En Côte d'Ivoire, les dirigeants d'un pays qui se relève d'un conflit et qui essaye de bâtir une démocratie m'ont dit qu'ils craignaient que les émeutes de la faim n'anéantissent leurs efforts. Nous redoutons la même chose dans d'autres pays où, avec l'aide de Nations Unies, la situation s'est améliorée ces dernières années: Afghanistan, Haïti et Liberia, pour n'en citer que quelques-uns. Et n'oublions pas les millions de personnes qui souffrent en silence et qui auront faim sans qu'on le sache.

Mesdames, Messieurs:

Les menaces sont évidentes pour nous tous. Cela dit, cette crise nous offre aussi une chance, celle de revoir nos politiques. Si nous devons faire face dans l'immédiat à la crise des prix des denrées alimentaires, il importe que notre objectif à long terme soit d'améliorer la sécurité alimentaire mondiale, et qu'il le reste pour quelques années.

C'est pourquoi je suis si heureux que nous soyons ici. Je remercie Monsieur Jacques Diouf, Directeur général de la FAO, d'avoir pris cette initiative. Le monde a besoin de produire plus de denrées alimentaires. La production vivrière doit augmenter de 50 pour cent d'ici à 2030 pour faire face à la demande croissante. Nous avons une occasion historique de donner un nouveau souffle à l'agriculture, en particulier dans les pays où les gains de productivité ont été faibles ces dernières années.

Les gouvernements ont déjà commencé à intervenir. Certains pays aident les agriculteurs à acheter les intrants agricoles de base, comme les semences et les engrais, dont le prix a été si fortement affecté par la hausse des prix du pétrole. Nous devons de toute urgence trouver les moyens d'appuyer ces initiatives, sur les plans politique et financier.

C'est pourquoi j'ai mis en place le mois dernier une Équipe spéciale de haut niveau chargée de préparer un cadre global d'action. Je veux que nous ayons une vision commune des problèmes et des solutions, et que nous avancions de concert, de toute urgence.

Je souhaite partager avec vous quelques unes des recommandations de l'Équipe spéciale.

Tout d'abord, nous devons améliorer l'accès à la nourriture des populations vulnérables et prendre des mesures immédiates pour accroître les disponibilités vivrières dans leurs communautés.

Il s'agit notamment:

- d'étendre l'aide alimentaire, sous forme de vivres, de bons d'alimentation ou de contributions en espèces;
 - de renforcer le soutien nutritionnel et d'améliorer les filets de sécurité et les programmes de protection sociale pour venir en aide aux plus vulnérables;
 - de relancer la production vivrière des petits exploitants agricoles grâce à l'injection rapide d'intrants essentiels (semences, engrais, etc.), à temps pour les campagnes de cette année;
 - de renforcer l'infrastructure rurale et les liens avec les marchés et de développer les programmes de microcrédit;
 - d'ajuster les politiques commerciales et fiscales afin de réduire au minimum les restrictions à l'exportation et les droits sur les importations et de favoriser la libre circulation des produits agricoles;
 - de gérer de manière sensée l'impact de la hausse des prix des denrées alimentaires sur l'inflation et la politique macroéconomique ;
 - de soutenir la balance des paiements des pays importateurs nets de produits alimentaires, s'il y a lieu; et
 - de contribuer à garantir que les mesures à court terme prises pour faire face au renchérissement des denrées alimentaires soient financièrement viables pour les gouvernements.
- Pour nous guider, nous devons renforcer les systèmes d'évaluation de la sécurité alimentaire et de la nutrition, pour être sûrs d'être avertis à temps des crises imminentes et d'être prêts à y faire face.

Certains pays sont intervenus en restreignant les exportations ou en imposant des contrôles des prix. Je l'ai déjà dit, et je le répète maintenant: les politiques alimentaires de chacun pour soi ne peuvent pas fonctionner. Elles ne font que fausser les marchés et pousser encore les prix vers le haut. Je demande aux États de renoncer à ces mesures et de libérer immédiatement les exportations destinées à des fins humanitaires.

Ensuite, nous devons prendre des mesures pour renforcer la résilience à plus long terme et favoriser la sécurité alimentaire mondiale.

Ce qui veut dire:

- s'attaquer aux problèmes de structure qui empêchent le développement agricole;
- garantir l'investissement à long terme dans la petite exploitation agricole dans les pays en développement, y compris un soutien financier et technique;
- aider les gouvernements à renforcer les filets de sécurité sociale pour les personnes les plus démunies et les plus vulnérables;
- étudier les besoins en infrastructure rurale, ainsi que les nouveaux mécanismes de financement;
- éliminer les politiques commerciales et fiscales qui faussent les marchés – en particulier par la résolution rapide du cycle de Doha; et
- appuyer la recherche qui offre des perspectives encourageantes pour optimiser les cultures vivrières et améliorer les systèmes de production animale, et adapter les technologies connues aux filières alimentaires existantes.

Et nous devons aussi parvenir à un consensus international plus large sur les biocarburants.

Il s'agit de voies parallèles – les besoins immédiats ne doivent pas être satisfaits aux dépens de solutions à long terme.

Le système international contribue déjà aux besoins immédiats.

La FAO a demandé 1,7 milliards de dollars EU de nouveaux financements pour fournir aux pays à faible revenu des semences et d'autres intrants agricoles, et a lancé un programme pour lutter contre la flambée des prix agricoles.

Le Programme alimentaire mondial a mobilisé les 755 millions d'USD supplémentaires dont il a besoin pour faire face à ses engagements de cette année. Nous sommes extrêmement reconnaissants aux 31 généreux États donateurs, plus particulièrement au Royaume d'Arabie saoudite. Il faudra bien sûr d'autres ressources considérables pour faire face aux nouveaux besoins dus à l'impact de la crise alimentaire.

Le Fonds international de développement agricole donne 200 millions de dollars EU supplémentaires aux agriculteurs pauvres des pays les plus touchés et voudra faire plus à mesure que d'autres ressources seront disponibles.

La Banque mondiale a créé un nouveau mécanisme de financement rapide de 1,2 milliards d'USD pour faire face aux besoins immédiats et stimuler la production vivrière, dont 200 millions sous forme de dons destinés aux nations les plus pauvres.

J'ai réservé 100 millions d'USD du Fonds central d'intervention d'urgence pour aider à financer les nouveaux besoins humanitaires dus à la flambée des prix alimentaires.

Le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, des ONG et des groupes de la société civile se sont aussi mobilisés. Ils parrainent de nouveaux programmes de distribution de vivres pour lutter contre la faim et la malnutrition, en prenant en charge les médicaments et en scolarisant les enfants. Des groupes du secteur privé se sont engagés aussi. Nous allons collaborer pour amplifier ces efforts et veiller à ce que les autorités nationales puissent coordonner leur mise en œuvre.

Mesdames, Messieurs,

Permettez moi de conclure en notant que la population mondiale atteindra 7,2 milliards d'ici à 2015. Les problèmes d'aujourd'hui seront encore plus grands demain, à moins que nous n'agissions maintenant.

Je vous invite à prendre d'urgence des mesures courageuses pour remédier aux causes profondes de cette crise alimentaire mondiale. Nous voulons un engagement ferme d'aller de l'avant.

Cela ne sera pas facile. Il faudra peut-être un soutien financier beaucoup plus considérable - souvent sous forme de dons et d'assistance matérielle, pas de prêts. Le groupe directeur des Nations Unies pour les OMD en Afrique estime à 8 ou 10 milliards d'USD par an le coût d'une révolution verte en Afrique, uniquement pour relancer la productivité. Il est donc permis de penser que la facture totale pour les gouvernements nationaux et les donateurs internationaux se montera à au moins 15 à 20 milliards d'USD par an, pendant plusieurs années.

Quels que soient les chiffres définitifs, il faudra une volonté politique considérable.

Nous nous appuyerons sur ce que nous obtiendrons ici à Rome, puis au Sommet du G-8 en juillet et à l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre. Dans la mesure où le changement climatique s'inscrit dans cette crise, nous devons le prendre en compte dans nos prochaines négociations à Poznan et à Copenhague pour un accord complet sur le réchauffement de la planète.

Nous devons partir à l'issue de cette conférence avec un sens des responsabilités et de la mission à accomplir, sachant que nous sommes alliés dans notre détermination à faire bouger les choses. Ce n'est qu'en agissant ensemble, en partenariat, que nous pouvons surmonter cette crise, aujourd'hui et demain. Des centaines de millions de personnes dans le monde n'en attendent pas moins.

Rien n'est plus dégradant que la faim, en particulier lorsque l'homme en est la cause. Elle apporte la colère, la désintégration sociale, la mauvaise santé et le déclin économique.

Au nom des objectifs de développement que nous avons tous fixés au Millénaire, du droit à la nourriture et de notre humanité commune, je vous exhorte à agir ensemble maintenant.

Merci.

MESSAGE DE SA SAINTETÉ LE PAPE BENOÎT XVI

FAO – Rome, 3 juin 2008

*Monsieur le Président de la République italienne,
Illustres chefs d'Etat et de gouvernement,
Monsieur le Directeur général de la FAO,
Monsieur le Secrétaire général de l'ONU,
Mesdames et Messieurs!*

Je suis heureux de vous présenter mon salut respectueux et cordial, vous qui, à divers titres, représentez les différentes composantes de la famille humaine et qui vous êtes réunis à Rome pour trouver des solutions adaptées en vue d'affronter le problème de la faim et de la malnutrition.

J'ai demandé au cardinal Tarcisio Bertone, secrétaire d'Etat, de vous informer de l'attention particulière avec laquelle je suis votre travail et de vous assurer que j'attribue une grande importance à la tâche difficile qui vous attend. Des millions d'hommes et de femmes vous regardent, alors que de nouveaux dangers menacent leur survie et que des situations inquiétantes mettent à risque la sécurité de leur pays. En effet, la mondialisation croissante des marchés ne favorise pas toujours la disponibilité d'aliments et les systèmes productifs sont souvent conditionnés par des limites structurelles, ainsi que par des politiques protectionnistes et par des phénomènes spéculatifs qui relèguent des populations entières en marge des processus de développement. A la lumière d'une telle situation, il faut réaffirmer avec force que la faim et la malnutrition sont inacceptables dans un monde qui, en réalité, dispose de niveaux de production, de ressources et de connaissances suffisantes pour mettre fin à ces drames et à leurs conséquences. Le grand défi d'aujourd'hui est celui de "mondialiser non seulement les intérêts économiques et commerciaux, mais également les attentes de solidarité, dans le respect et dans la valorisation de la contribution de chaque composante humaine" (*Discours à la Fondation Centesimus annus pro Pontifice, 31 mai 2008*).

A la FAO et à son Directeur général vont donc mon appréciation et ma gratitude, pour avoir à nouveau attiré l'attention de la Communauté internationale sur ce qui fait obstacle à la lutte contre la faim et pour l'avoir invitée à une action qui, pour résulter efficace, devra être unitaire et coordonnée.

Dans cet esprit, je désire renouveler aux hautes personnalités qui participent à ce Sommet les vœux que j'ai formés au cours de ma récente visite au siège de l'ONU: il est urgent de surmonter "le paradoxe d'un consensus multilatéral qui continue à être en crise à cause de sa subordination aux décisions d'un petit nombre" (*Discours à l'Assemblée générale des Nations unies, 18 avril 2008*). En outre, je me permets de vous inviter à collaborer de manière toujours plus transparente avec les organisations de la société civile engagées à combler le fossé croissant entre richesse et pauvreté. Je vous exhorte aussi à poursuivre ces réformes structurelles qui, au niveau national, sont indispensables pour affronter avec succès les problèmes du sous-développement, dont la faim et la malnutrition sont les conséquences directes. Je sais combien tout cela est difficile et complexe!

Toutefois, comment peut-on rester insensibles aux appels de ceux qui, dans les divers continents, ne réussissent pas à se nourrir suffisamment pour vivre? La pauvreté et la malnutrition ne sont pas une pure fatalité, provoquée par des situations environnementales contraires ou par de désastreuses catastrophes naturelles. D'autre part, les considérations de caractère exclusivement technique ou économique ne doivent pas prévaloir sur les devoirs de justice envers ceux qui

souffrent de la faim. Le droit à l'alimentation "répond principalement à une motivation éthique: "Donner à manger aux affamés" (cf. Mt 25, 35), qui pousse à partager les biens matériels en tant que signe de l'amour dont nous avons tous besoin [...]. Ce droit fondamental à l'alimentation est intrinsèquement lié à la protection et à la défense de la vie humaine, roc solide et inviolable sur lequel se fonde tout l'édifice des droits de l'homme" (*Discours à l'Ambassadeur du Guatemala, 31 mai 2008*). Chaque personne a droit à la vie: il est donc nécessaire de promouvoir la réalisation effective de ce droit et l'on doit aider les populations qui souffrent du manque de nourriture à devenir progressivement capables de satisfaire leurs propres exigences d'une alimentation suffisante et saine.

En ce moment particulier, qui voit la sécurité alimentaire menacée par l'augmentation du prix des produits agricoles, on doit ensuite élaborer de nouvelles stratégies de lutte contre la pauvreté et de promotion du développement rural. Cela doit avoir lieu également à travers des processus de réformes structurelles, permettant d'affronter les défis de la sécurité elle-même et des changements climatiques; en outre, il faut accroître la disponibilité de la nourriture en valorisant le travail des petits agriculteurs et en leur garantissant l'accès au marché. L'augmentation mondiale de la production agricole ne pourra toutefois être efficace que si elle s'accompagne de la distribution effective de cette production et si elle est principalement destinée à satisfaire les besoins essentiels. Il s'agit d'un chemin certainement difficile, mais qui permettrait, entre autres, de redécouvrir les valeurs de la famille rurale: celle-ci ne se limite pas à préserver la transmission, des parents aux enfants, des systèmes de culture, de conservation et de distribution des aliments, mais elle est surtout un modèle de vie, d'éducation, de culture et de religiosité. En outre, sous le profil économique, elle garantit une attention efficace et pleine d'amour envers les plus faibles et, en vertu du principe de subsidiarité, elle peut assumer un rôle direct dans la chaîne de distribution et de commercialisation des produits agricoles destinés à l'alimentation, en réduisant les coûts des intermédiaires et en favorisant la production à petite échelle.

Mesdames et Messieurs,

Les difficultés actuelles montrent comment les technologies modernes, à elles seules, ne sont pas suffisantes pour pallier la carence alimentaire, de même que les statistiques ne le sont pas et, dans les situations d'urgence, l'envoi d'aides alimentaires. Tout cela a certainement une grande importance, mais doit toutefois être complété et orienté par une action politique qui, inspirée par les principes de la loi naturelle qui sont inscrits dans le cœur des hommes, protège la dignité de la personne. De cette façon, même l'ordre de la création est respecté et l'on a "comme critère d'orientation le bien de tous" (*Message pour la Journée mondiale de la Paix*, 1 janvier 2008, n. 7). Seule la protection de la personne permet donc de combattre la cause principale de la faim, c'est-à-dire la fermeture de l'être humain à l'égard de ses semblables qui fait disparaître la solidarité, qui justifie les modèles de vie consuméristes et qui désagrège le tissu social, en préservant, voire en creusant, le sillon d'équilibres injustes et en négligeant les plus profondes exigences du bien (cf. *Lettre encyclique Deus caritas est*, n. 28). Si le respect de la vie humaine était donc défendu sur la table des négociations, des décisions et de leur réalisation, on pourrait surmonter les obstacles autrement insurmontables et on éliminerait, ou tout au moins on diminuerait, le manque d'intérêt pour le bien d'autrui. En conséquence, il serait possible d'adopter des mesures courageuses, qui ne capitulent pas face à la faim et à la malnutrition, comme s'il s'agissait simplement de phénomènes endémiques et sans solution. La défense de la dignité humaine dans l'action internationale, également d'urgence, aiderait en outre à mesurer le superflu dans la perspective des nécessités d'autrui et à administrer selon la justice les fruits de la création, en les mettant à la disposition de toutes les générations.

A la lumière de ces principes, je souhaite que les délégations présentes à cette réunion assument de nouveaux engagements et se fixent de les réaliser avec une grande détermination. L'Eglise catholique, pour sa part, désire s'unir à cet effort! Dans un esprit de collaboration, celle-ci tire de la sagesse antique, inspirée de l'Evangile, un appel ferme et pressant, qui reste de grande actualité pour ceux qui participent au Sommet: "Donne à manger à celui qui meurt de faim, car, si tu ne lui

as pas donné pas à manger, tu l'auras tué" (*Decretum Gratiani*, c. 21, d. LXXXVI). Je vous assure que, sur ce chemin, vous pouvez compter sur la contribution du Saint-Siège. Bien que différent des Etats, celui-ci s'unit à leurs objectifs les plus nobles pour sceller un engagement qui, par sa nature, concerne toute la Communauté internationale: encourager chaque peuple à partager les nécessités des autres peuples, en mettant en commun les biens de la terre que le Créateur a destinés à toute la famille humaine.

Avec ces sentiments, je forme les vœux les plus fervents pour le succès des travaux et j'invoque sur vous et sur ceux qui s'engagent pour le progrès authentique de la personne et de la société la Bénédiction du Très-Haut.

Du Vatican, le 2 juin 2008

BENEDICTUS PP. XVI

DISCOURS DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA FAO, JACQUES DIOUF

FAO – Rome, 3 juin 2008

*Monsieur le Président de la République italienne,
Mesdames, Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,
Monsieur le Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies,
Mesdames, Messieurs les Ministres et Chefs de délégation
Excellences, Mesdames, Messieurs,*

Nous voici réunis, dans cette cité éternelle de Rome, pour ce qui est de jure une Conférence de Haut Niveau et qui est devenue de facto un Sommet. Il s'agit, en effet, de faire face à une crise alimentaire mondiale qui a eu récemment des conséquences sociales et politiques tragiques dans différents continents, avec des émeutes et des morts, qui peuvent mettre en péril la paix et la sécurité du monde.

Ces tristes événements ne sont cependant que la chronique d'une catastrophe annoncée. En 1996, dans cette même enceinte, 112 Chefs d'Etat et de Gouvernement et des représentants de 186 membres de l'Organisation avaient pris l'engagement solennel de réduire de moitié, à l'horizon 2015, le nombre de personnes qui ont faim dans le monde et ils avaient adopté un programme pour atteindre cet objectif. Mais dès 2002, nous étions obligés de convoquer un second sommet mondial pour attirer l'attention de la communauté internationale sur le fait que les ressources qui devaient financer les programmes agricoles dans les pays en voie de développement, au lieu d'augmenter, étaient en train de baisser. Ainsi avec les tendances observées, l'objectif du Sommet serait atteint en 2150 au lieu de 2015. Un « programme contre la faim » avait donc été préparé pour cette réunion avec des besoins de financement évalués à 24 milliards de dollars par an.

Aujourd'hui, les faits sont là: l'aide à l'agriculture est passée de 8 milliards de dollars (base 2004) en 1984 à 3,4 milliards de dollars en 2004, soit une baisse en termes réels de 58%. La part de l'agriculture dans l'aide publique au développement a chuté, passant de 17% en 1980 à 3% en 2006. Les institutions financières internationales et régionales ont enregistré une baisse drastique des ressources destinées à l'activité qui est le moyen d'existence principal de 70% des pauvres dans le monde. Dans un cas édifiant, le portefeuille de prêts à l'agriculture d'une institution est passé de 33% en 1979 à 1% en 2007.

Les pays en développement, il faut le reconnaître, ont pourtant préparé en coopération avec la FAO, les politiques, les stratégies et les programmes qui, s'ils avaient bénéficié des financements appropriés, auraient permis d'assurer la sécurité alimentaire du monde.

Il faut, en effet, doubler la production alimentaire pour nourrir une population mondiale actuelle de 6 milliards et qui atteindra 9 milliards à l'horizon 2050.

Ainsi, des experts africains se sont réunis en décembre 2001, à Rome, puis leurs Ministres se sont retrouvés à la Conférence Régionale de la FAO au Caire en février 2002, et ensuite en juillet 2003 à Maputo juste avant le Sommet de l'Union Africaine. Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont adopté, à cette occasion, le Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture Africaine (PDDAA), préparé avec le soutien de la FAO, ainsi que les documents complémentaires. Il nécessitait un investissement de 25 milliards de dollars par an pour la maîtrise de l'eau, les infrastructures et les capacités de commercialisation, l'accroissement de la production végétale et la réduction de la faim, la recherche agricole et la diffusion des technologies, la production animale, les forêts, la pêche et l'aquaculture.

Dans ce cadre, 51 pays africains ont préparé, en collaboration avec la FAO, des Programmes Nationaux à Moyen Terme d'Investissement (PMMTI) et les Profils de Projets d'Investissement Bancables (PIPB).

Les Unions économiques régionales, UEMOA, CEDEAO, CEMAC, CEAC, SADEC, COMESA, IGAD, UMA ont aussi préparé avec le soutien de la FAO, des programmes régionaux de sécurité alimentaire, qui mettent l'accent sur le commerce intra-régional ainsi que les normes sanitaires et phytosanitaires de l'OMC basées sur les règles établies par l'OMS et la FAO pour la protection des consommateurs dans le cadre du Codex Alimentarius et de la Commission Internationale de Protection des végétaux.

Faisant suite à la mise en oeuvre des phases pilotes des programmes nationaux et régionaux de sécurité alimentaire dans les pays du CARICOM, en Amérique centrale et du Sud, le Sommet iber-américain a aussi approuvé en novembre 2006, à Montevideo, Uruguay, l'Initiative « Amérique latine et Caraïbes libérées de la faim en 2025 ».

Des programmes régionaux similaires ont également été préparés, en coopération avec la FAO, en Europe centrale et en Asie centrale pour l'Union Economique de la Mer Noire et l'Organisation de Coopération Economique.

Les plans, les programmes et les projets existent donc, bel et bien, pour régler le problème de la sécurité alimentaire, même s'ils sont susceptibles d'amélioration et d'actualisation.

Mais la communauté internationale ne réagit malheureusement que lorsque les medias apportent dans les foyers des pays nantis, le spectacle douloureux de ceux qui souffrent dans le monde. Sur la base des statistiques agricoles mondiales et des projections que la FAO a la responsabilité de préparer, dès le mois de septembre dernier, j'ai attiré l'attention de l'opinion publique sur les risques de conflits sociaux et politiques dus à la faim. Le 17 décembre 2007, pour éviter que la campagne agricole 2008 ne soit compromise, j'ai lancé un appel à la mobilisation de 1,7 milliards de dollars non remboursables pour permettre aux agriculteurs des pays pauvres d'avoir accès aux engrais, aux semences et aux aliments du bétail dont les prix ont augmenté respectivement de 98, 72, 60%. Tout cela est resté sans effet, malgré une large diffusion dans la presse et en dépit des correspondances adressées aux Etats Membres ainsi qu'aux institutions financières. Quelques rares pays comme l'Espagne ont immédiatement appuyé les efforts en faveur de la production agricole. Je voudrais leur rendre hommage.

En réalité c'est seulement lorsque les démunis et les exclus du banquet des riches sont descendus dans la rue pour exprimer leur désespoir et leur révolte, que les premières réactions salutaires, en faveur de l'aide alimentaire, ont commencé.

*Monsieur le Président,
Excellences, Mesdames et Messieurs,*

Les causes et les conséquences de la crise actuelle ont été suffisamment expliquées, je ne vais donc pas y revenir.

Ce qui est important aujourd'hui, c'est que le temps du verbe est largement dépassé. Le moment de l'action est venu.

Le Secrétaire Général de l'ONU a établi et préside le Groupe de Travail du Système des Nations Unies, des Institutions de Bretton Woods et d'autres organisations internationales, pour apporter une réponse coordonnée à la crise alimentaire. Il a bien voulu nommer le Directeur Général de la FAO au poste de Vice-président de ce Groupe. Je voudrais saisir l'occasion solennelle qui m'est offerte afin de lui exprimer ma profonde gratitude pour ce témoignage de confiance.

Le Cadre global d'action préparé par ce Groupe donne des orientations sur les besoins qui seront précisés, pays par pays, avec le travail mené sur le terrain par les représentants locaux de la FAO, du PAM, du FIDA et de la Banque Mondiale, en coopération avec les différents gouvernements. Au demeurant le Secrétaire Général de l'ONU avait présenté à la presse, le 29 avril à Berne, le communiqué approuvé par le Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination (CCS), sur les besoins immédiats pour faire face à la crise alimentaire. Il convient donc de mobiliser dès maintenant les ressources nécessaires.

Certes, il était urgent de maintenir, malgré la hausse des prix, le volume des activités d'aide alimentaire au profit de 88 millions de personnes. Il faut donc remercier les pays qui, fort généreusement, ont apporté leurs contributions financières et ont permis d'atteindre les 755 millions de dollars sollicités à cet effet.

Mais dans le monde, il y a 862 millions de personnes qui n'ont pas un accès adéquat à la nourriture. Ils ont besoin d'améliorer leurs conditions de vie dignement, en travaillant avec les moyens de leur époque. Il leur faut des semences à haut rendement, des engrais, des aliments du bétail et d'autres intrants modernes. Ils ne peuvent continuer, comme au Moyen Age, à labourer la terre à la sueur de leur front dans des conditions aléatoires, au gré des caprices du temps. Des investissements dans les infrastructures rurales sont donc nécessaires: notamment pour la maîtrise de l'eau, avec l'irrigation et le drainage, car par exemple sur 96% des terres en Afrique subsaharienne, la production dépend de la pluviométrie. Ils ont besoin de moyens de stockage pour éviter les pertes de récoltes qui peuvent atteindre de 40 à 60% pour certaines productions. Des routes rurales sont indispensables pour leur apporter les facteurs modernes de production et permettre que leurs récoltes atteignent les marchés nationaux et régionaux à des coûts compétitifs.

*Monsieur le Président,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,*

La crise alimentaire actuelle dépasse la dimension humanitaire traditionnelle qui a un fondement éminemment éthique. Cette fois-ci, elle touche aussi les pays développés. La hausse de l'inflation résulte, pour 40 à 50%, de l'augmentation des prix des aliments. Il s'agit donc, dans un contexte de croissance élevée et accélérée du produit intérieur brut des pays émergents, de trouver des solutions globales et viables pour que s'estompe le différentiel entre l'offre et la demande mondiales de produits alimentaires

Si nous ne prenons pas, rapidement, les décisions courageuses qui s'imposent dans les circonstances actuelles, les mesures restrictives prises par les pays producteurs pour faire face aux besoins de leur population, l'impact du changement climatique et la spéculation sur les marchés à termes vont placer le monde dans une situation dangereuse. Malgré l'importance de leurs réserves monétaires, certains pays risquent de ne pas trouver des aliments à acheter.

La solution structurelle au problème de la sécurité alimentaire dans le monde, c'est l'accroissement de la productivité et de la production dans les pays à revenu bas et à déficit vivrier. Cela suppose, au-delà des actions au niveau de l'aide publique au développement, des solutions novatrices et imaginatives. Il faudra développer des accords de partenariat entre, d'une part, les pays qui ont des ressources financières, des capacités de gestion et des technologies et, d'autre part, ceux qui ont des terres, de l'eau et des ressources humaines. Ainsi seulement, sera-t-il possible d'assurer des relations internationales équilibrées pour un développement agricole durable.

Les défis du changement climatique, des bioénergies, des maladies transfrontières des animaux et des plantes, des prix des produits agricoles ne pourront être relevés que par un dialogue franc à partir d'une analyse objective qui dépasse les intérêts partisans et à court terme. Au cours des

prochains jours, les tables rondes interactives sur ces questions, et les informations des réunions techniques préparatoires, offriront un cadre de concertation approprié en vue d'arriver à des consensus.

Cependant, le devoir de vérité m'oblige à relever, d'ores et déjà, certains faits :

- Personne ne comprend que dans le cadre de la lutte contre le réchauffement climatique on puisse créer un marché de carbone de 64 milliards de dollars dans les pays développés mais que l'on ne soit pas en mesure d'avoir des financements pour éviter la déforestation annuelle de 13 millions d'hectares, surtout dans les pays en développement dont les écosystèmes forestiers tropicaux servent de puits de carbone pour environ 190 gigatonnes.

- Personne ne comprend que des soutiens de 11 à 12 milliards de dollars en 2006 et des politiques tarifaires protectrices aient eu pour effet de détourner de la consommation humaine 100 millions de tonnes de céréales pour notamment étancher la soif de carburant des véhicules.

- Personne ne comprend, qu'en cette période de globalisation des échanges, à l'exception notable de la grippe aviaire qui risque d'entraîner une hécatombe humaine, aucun investissement sérieux ne soit engagé dans la lutte préventive contre la maladie de Newcastle, la fièvre aphteuse, la fièvre de la Vallée du Rift, la péripneumonie contagieuse bovine, la peste des petits ruminants, la fièvre catharale ovine, la peste porcine africaine, la tique *Amblyomma* et la lucilie bouchère, mais aussi la mouche des fruits, la rouille noire du blé qui depuis 1999 s'est propagée de l'Ouganda à l'Iran, et pourrait toucher l'Inde, le Pakistan et la Chine, et enfin le criquet pèlerin, un des fléaux connu depuis l'époque pharaonique.

- Mais surtout personne ne comprend: d'abord que les pays de l'OCDE aient provoqué la distorsion des marchés mondiaux avec 372 milliards de dollars de soutien à leur agriculture en 2006 ; ensuite que, dans un seul pays, les déchets alimentaires annuels atteignent 100 milliards de dollars; de plus, que l'excès de consommation des personnes obèses dans le monde coûte, chaque année, 20 milliards de dollars auxquels il convient d'ajouter 100 milliards de dollars de coûts indirects résultant de morts prématurés et de maladies dérivées; et enfin que l'on ait, en 2006, dépensé 1204 milliards de dollars en armements.

Est-il possible dans ces conditions d'expliquer, aux personnes de bon sens et de bonne foi, que l'on ne peut pas trouver 30 milliards de dollars par an pour permettre à 862 millions d'affamés de bénéficier du droit humain le plus fondamental, celui à la nourriture donc à la vie? Ce sont des ressources de cet ordre de grandeur qui permettront d'écarter définitivement le spectre des conflits alimentaires qui se profilent à l'horizon.

En fait le problème de l'insécurité alimentaire est de nature politique. C'est une question de priorités face aux besoins humains les plus fondamentaux. Et ce sont les choix des gouvernements qui déterminent les allocations de ressources.

*Monsieur le Président,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,*

Je voudrais remercier bien sincèrement les Chefs d'Etat et de Gouvernement ainsi que les autres participants à cette conférence qui ont parcouru des milliers de kilomètres pour, ensemble et de manière solidaire, trouver les bonnes solutions aux graves problèmes de sécurité alimentaire du monde dans un cadre multilatéral.

Je voudrais, enfin, exprimer ma reconnaissance infinie au Gouvernement et au peuple italien dont l'hospitalité généreuse a toujours été au rendez-vous des grands moments de l'histoire humaine.

Je vous remercie de votre aimable attention.

ANNEXE 2

Ordre du jour

Mardi 3 juin 2008			
Heure	Point de l'ordre du jour	SÉANCE PLÉNIÈRE	
9 heures – 10 heures		<p>Cérémonie d'ouverture</p> <ul style="list-style-type: none"> - Discours du Président de la République italienne - Discours du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies - Message de Sa Sainteté le Pape Benoît XVI - Discours du Directeur général de la FAO <p>Ouverture de la Conférence de haut niveau</p> <p>1 Élection du Président et des Vice-Présidents et nomination du Rapporteur</p> <p>2 Adoption de l'ordre du jour et du calendrier</p> <p>3 Établissement du Comité plénier et autres dispositions</p>	
10 heures – 13 h 30	<p style="text-align: center;">SEGMENT DE HAUT NIVEAU</p> <p>Déclarations des chefs d'État et de gouvernement</p>		
	<i>Pause déjeuner</i>		
13 h 30 – 15 heures	<ul style="list-style-type: none"> • Forum du secteur privé • Forum des organisations de la société civile et des organisations non gouvernementales 		
	SEGMENT DE HAUT NIVEAU	Point de l'ordre du jour	COMITÉ PLÉNIER
15 heures – 18 heures	<ul style="list-style-type: none"> - Déclarations des chefs d'État et de gouvernement - Déclarations des Chefs de Secrétariat d'organismes des Nations Unies et d'institutions de Bretton-Woods 	4	<ul style="list-style-type: none"> - Ouverture par le Directeur général - Déclaration du Président indépendant du Conseil <p>Examen du projet de texte de Déclaration</p>

Mercredi 4 juin 2008			
Heure	SEGMENT DE HAUT NIVEAU	Point de l'ordre du jour	COMITÉ PLÉNIER
9 heures – 12 heures	<ul style="list-style-type: none"> - Déclarations des chefs d'État et de gouvernement - Déclarations des chefs de délégation - Déclarations des invités spéciaux 	5	Examen des points de fond en rapport avec le projet de Déclaration
		5.1	Table ronde 1: Prix élevés des denrées alimentaires: causes, conséquences et solutions possibles
		5.2	Table ronde 2: Changement climatique et sécurité alimentaire
	<i>Pause déjeuner</i>		
13 h 30 – 15 heures	<ul style="list-style-type: none"> • Forum des PEID: De l'environnement à la sécurité alimentaire: préoccupations des petits États insulaires en développement • Forum Afrique: Moyens de subsistance en Afrique: les adaptations au changement climatique et aux bioénergies 		
	SEGMENT DE HAUT NIVEAU	Point de l'ordre du jour	COMITÉ PLÉNIER
15 heures – 18 heures	<ul style="list-style-type: none"> - Déclarations des chefs d'État et de gouvernement - Déclarations des chefs de délégation - Déclarations des invités spéciaux 	5.3	Table ronde 3: Ravageurs et maladies transfrontaliers
		5.4	Table ronde 4: Bioénergies et sécurité alimentaire
19 heures – 20 h 30		4	Examen du projet de texte de la Déclaration

Jeudi 5 juin 2008		
	SEGMENT DE HAUT NIVEAU	
9 heures – 12 heures	<ul style="list-style-type: none"> - Déclarations des chefs d'État et de gouvernement - Déclarations des chefs de délégation - Déclarations des invités spéciaux - Déclarations des représentants des OSC/ONG et du secteur privé 	
12 heures	Conférence de presse du Directeur général	
	Point de l'ordre du jour	COMITÉ PLÉNIER
14 heures – 15 heures	6	Adoption du rapport du Comité plénier
	PLÉNIÈRE: SÉANCE DE CLÔTURE	
15 heures – 17 heures	7	Adoption du Rapport et de la Déclaration de la Conférence de haut niveau

ANNEXE 3

Conclusions des tables rondes

CONCLUSIONS DE LA TABLE RONDE 1 SUR

PRIX ÉLEVÉS DES DENRÉES ALIMENTAIRES: CAUSES, CONSÉQUENCES ET SOLUTIONS POSSIBLES

Rapport des Co-Présidents

La table ronde a été ouverte par le Président du Comité plénier, Son Excellence Monsieur Henri Djombo, Ministre de l'économie forestière de la République du Congo. Les Coprésidents étaient Son Excellence Monsieur Ed Schafer, Secrétaire de l'agriculture des États-Unis d'Amérique et Son Excellence Monsieur Moussa Mahaman, Ministre du développement agricole de la République du Niger.

Les intervenants étaient Mme Barbara Stocking, Directrice d'Oxfam, M. Willem-Jan Laan, Directeur, Global External Affairs, Unilever et M. Joachim von Braun, Directeur général, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires. M. Hafez Ghanem, Sous-Directeur général chargé du Département économique et social de la FAO, a fait office de Secrétaire.

Les participants et les orateurs se sont penchés sur les questions ci-après:

1. Quelles sont les politiques que les gouvernements devraient adopter à court terme pour protéger les populations vulnérables contre les effets négatifs des prix des denrées alimentaires?
2. Quelles sont les meilleures façons d'améliorer la réponse des agriculteurs relative à l'offre à court terme face aux prix élevés des denrées alimentaires?
3. Quel est le degré de cohérence des mesures commerciales et autres mesures générales adoptées pour accroître les disponibilités alimentaires et/ou maintenir les prix à un faible niveau sur les marchés intérieurs avec les engagements internationaux pris au sein de l'Organisation mondiale du commerce?
4. Quelle serait la stratégie de relance de l'agriculture et de maintien de l'agriculture en bonne place à l'ordre du jour du développement même lorsque les prix commencent à se stabiliser?
5. Quel rôle pensez-vous que les biocarburants ont joué dans la hausse des prix des denrées alimentaires - ces derniers temps? Et qu'en sera-t-il à l'avenir?
6. Quelle est la forme que peut prendre une réponse internationale coordonnée aux prix élevés des denrées alimentaires?

Mme Stocking a souligné l'importance à la fois des filets de sécurité et de l'accroissement de la productivité agricole, notamment la nécessité de mener davantage de recherches afin d'améliorer les cultures pratiquées par les pauvres, l'accent étant mis sur les petits agriculteurs. M. Laan a noté l'importance des partenariats avec le secteur privé dans la collaboration avec les agriculteurs à tous les niveaux. M. von Braun a noté que les politiques gouvernementales sont également nécessaires pour protéger les personnes vulnérables et que le commerce mondial des denrées alimentaires envisage également une réglementation/un suivi des spéculations et la mise en commun des stocks vivriers nationaux à l'échelle mondiale.

Les participants sont généralement convenus que la crise alimentaire actuelle était imputable à de nombreuses causes, décrites dans le document technique de la FAO sur la flambée des prix des denrées alimentaires (HLC/08/INF/1). Il s'agit notamment des déficits de production liés aux conditions météorologiques, de la baisse des stocks, de la hausse des prix des carburants, de la demande accrue à la fois d'aliments et de biocarburants et des restrictions à l'exportation dans certains pays.

Il a également été convenu que l'actuelle crise alimentaire nécessitait une action concertée et coordonnée prévoyant des solutions à la fois à court terme et à long terme.

À court terme, des actions immédiates sont nécessaires pour préserver le bien-être des personnes les plus exposées à la pauvreté et à la faim en fournissant un appui direct d'urgence, notamment par des filets de sécurité et une protection sociale des plus vulnérables, en particulier les femmes et les enfants, à la fois dans les zones rurales et dans les villes. Des mesures de nature à renforcer la réponse de l'offre à court terme des petits agriculteurs, notamment un accès accru aux semences et aux engrais, tout en veillant à ce que la production soit efficace et durable, sont également nécessaires.

À moyen et à long termes, il a été convenu qu'un investissement accru dans l'agriculture était essentiel. Les priorités portent notamment sur l'amélioration de l'accès aux intrants, aux crédits, aux marchés, à l'amélioration des services de vulgarisation et d'information au sujet des meilleures pratiques et de la situation du marché, ainsi que l'investissement dans les infrastructures, la gestion de l'eau, la technologie et la recherche. Il a également été noté qu'un investissement accru était nécessaire, mais non suffisant; il convient d'accorder une attention particulière aux besoins des petits agriculteurs et des mesures de protection sociale destinées aux personnes les plus vulnérables et le droit à l'alimentation devraient être mis en place ou étendus et renforcés.

Les participants ont fait part de leur gratitude pour les engagements d'appui accru pris à la Conférence de haut niveau, mais il a été souligné que ces mesures devraient être bien coordonnées de façon à renforcer la mise en œuvre, l'efficacité et l'obligation réditionnelle. Il a également été proposé que les politiques nationales soient élaborées en partenariat avec le secteur privé et la société civile, y compris les organisations d'agriculteurs.

Il y a eu une reconnaissance générale de l'importance des politiques et négociations commerciales. La façon dont le cycle de Doha s'est terminé aura des incidences importantes pour l'agriculture et les marchés de produits, ainsi que pour la sécurité alimentaire, en particulier dans les pays pauvres.

Enfin, les participants ont reconnu la nécessité de ne pas se limiter aux engagements, mais de procéder à une planification coordonnée et d'engager une action immédiate.

CONCLUSIONS DE LA TABLE RONDE 2 SUR

CHANGEMENT CLIMATIQUE ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Rapport des Coprésidents

La table ronde a été ouverte par le Président du Comité plénier, Son Excellence Monsieur Henri Djombo, Ministre de l'économie forestière, République du Congo. Les Coprésidents de la table ronde étaient Son Excellence Monsieur Muzahem Al Muheisen, Ministre de l'Agriculture, Jordanie, et Son Excellence Monsieur Erik Solheim, Ministre du développement international et Ministre de l'environnement, Norvège.

Les intervenants étaient M. Martin Parry, Coprésident du Groupe de travail II du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, Royaume-Uni, Mme Ulla Holm, Directrice, Tetrapak, Suède, et M. Martin Khor, Président, Third World Network, Malaisie. M. Alexander Müller, Sous-Directeur général de la FAO et responsable du Département de la gestion des ressources naturelles et de l'environnement, faisait fonction de Secrétaire.

Le groupe de réflexion et les participants aux débats se sont penchés sur les questions suivantes:

1. Quelles mesures d'adaptation (à différentes échelles) proposez-vous pour faire face au défi que le changement climatique constitue pour la sécurité alimentaire?
2. Compte tenu des débats actuels concernant le déboisement et la dégradation des forêts, ainsi que le rôle de l'agriculture dans l'atténuation des variations climatiques, quelles mesures pouvons-nous proposer aux utilisateurs locaux des terres pour favoriser le piégeage du carbone et la réduction des émissions?
3. Quelle est la meilleure façon d'intégrer les intérêts des groupes vulnérables dans les mesures proposées face au changement climatique?
4. Quel est l'impact du changement climatique sur l'accès aux denrées alimentaires et leur utilisation par les différents groupes de consommateurs dans les pays développés et en développement?

M. Martin Parry a souligné que le changement climatique se manifestait déjà par des épisodes climatiques extrêmes et qu'il était urgent de prendre des mesures pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et d'aider les populations vulnérables et les systèmes de production agricoles à s'adapter, surtout dans les zones arides et semi-arides. Mme Ulla Holm a insisté sur l'importance des partenariats public-privé pour atténuer les effets du changement climatique sur la chaîne alimentaire. M. Martin Khor a défendu l'idée qu'un secteur agricole résilient était une condition préalable à une adaptation au changement climatique et qu'il fallait revenir à une production alimentaire locale et autosuffisante dans les pays en développement. Il a ensuite invité la FAO à assumer un rôle plus marqué dans la promotion de la recherche et de la formation en matière d'agriculture biologique et durable.

La table ronde est convenue que le changement climatique constituait aussi une menace grave pour la sécurité alimentaire et le développement. D'autres travaux de recherche sur les liens entre

le changement climatique et la sécurité alimentaire ont été proposés, y compris des investissements dans des technologies à faible intensité de carbone et d'autres mesures d'adaptation. Les gouvernements ont été invités à faire en sorte que les questions relatives à l'agriculture, aux forêts et à la pêche soient prises en compte dans les négociations sur le Mécanisme pour un développement propre, et que l'accent soit mis sur un accès plus équitable des pays en développement aux marchés du carbone. La FAO et le FIDA ont été encouragés à travailler sur des méthodologies de réduction des émissions dans le cadre du Mécanisme pour un développement propre. Par ailleurs, le rôle de la FAO dans la promotion de la réduction des émissions liées au déboisement et à la dégradation des forêts (« REDD ») a été reconnu, comme le décrivent les documents d'information sur le changement climatique (HLC/08/INF/2 et HLC/08/INF/4).

La table ronde a fait part de l'urgente nécessité de promouvoir diverses options d'adaptation au changement climatique en s'appuyant sur des savoirs traditionnels et souligné le rôle des petits exploitants agricoles dans le contexte de la sécurité alimentaire et du changement climatique.

La contribution de l'agriculture aux émissions de gaz à effet de serre a été reconnue, ainsi que le rôle potentiel du secteur agricole dans la réduction des émissions de CO₂ et de substances autres que le CO₂. En particulier, les secteurs de l'agriculture, des forêts et des pêches ont été considérés comme offrant des possibilités d'associer les efforts d'adaptation et d'atténuation tout en préservant la biodiversité.

La table ronde a estimé qu'il était important que l'agriculture, les forêts et les pêches reçoivent une attention accrue dans les négociations internationales relatives à un accord sur le changement climatique après 2012.

CONCLUSIONS DE LA TABLE RONDE 3 SUR

RAVAGEURS ET MALADIES TRANSFRONTIÈRES

Rapport des Coprésidents

La table ronde a été ouverte par le Président du Comité plénier, Son Excellence Monsieur Henri Djombo, Ministre de l'économie forestière de la République du Congo. Les Coprésidents étaient Son Excellence Monsieur Sharad Pawar, Ministre de l'Union, Ministre de l'agriculture et Ministre de la consommation, de l'alimentation et de la distribution publique de l'Inde et Son Excellence Monsieur Jim Anderton, Ministre de l'agriculture, des pêches et des forêts et Ministre de la biosécurité de la Nouvelle-Zélande.

Les intervenants étaient M. Hans R. Herren, Président du Millennium Institute, Coprésident de l'Évaluation internationale des connaissances, sciences et technologies agricoles pour le développement et Lauréat du World Food Prize, M. Declan O'Brien, Directeur administratif de la Fédération internationale pour la santé animale et M. M. Taghi Farvar, Membre du Conseil de l'Union mondiale pour la nature (UICN) et Président de la Commission de l'UICN sur les politiques environnementales, économiques et sociales. M. James Butler, Chargé du Département FAO de l'agriculture et de la protection des consommateurs, a fait office de Secrétaire.

Le groupe de réflexion et les participants aux débats se sont penchés sur les questions suivantes :

1. Quels sont les impacts des organismes animaux et végétaux nuisibles et des maladies transfrontières sur l'état de la sécurité alimentaire chez différents groupes de personnes et dans différentes régions? Quels sont les groupes et les systèmes vulnérables, ceux dont l'exposition aux maladies et aux ravageurs transfrontières présente les risques les plus élevés?
2. Quelles actions à court et à moyen termes doivent prendre les pouvoirs publics nationaux et locaux et la communauté internationale pour remédier à ces risques et s'organiser pour parer aux situations d'urgence provoquées par des ravageurs ou des maladies transfrontières?
3. Quelles sont les réformes des politiques et de la législation nationales qui seraient nécessaires pour réduire les impacts des ravageurs animaux et végétaux et des maladies transfrontières, y compris les menaces pesant sur les forêts et les pêches?
4. Quels sont les systèmes mondiaux d'échange de données et les activités de recherche qui seront nécessaires à l'avenir pour identifier et quantifier les liens entre le changement climatique, les écosystèmes et la transmission d'agents pathogènes et les menaces pour la sécurité alimentaire qui peuvent en résulter?

Les coprésidents ont prononcé de brèves déclarations liminaires dans lesquelles ils ont mis en exergue la nécessité d'une collaboration régionale et internationale pour renforcer les systèmes nationaux et régionaux de biosécurité afin de garantir une plus grande sécurité sanitaire des échanges commerciaux et parer à des menaces telles que la grippe aviaire hautement pathogène, la rouille de la tige de blé Ug99 et le syndrome ulcéreux épizootique (SUE) qui affecte des animaux

aquatiques, menaces qui évolueront vraisemblablement sous l'effet du changement climatique. Les pays en développement et les pays en économie de transition devraient affecter davantage de ressources pour renforcer les capacités dans le domaine des infrastructures, des diagnostics et de l'expertise pour atténuer les impacts possibles des changements climatiques sur les mouvements transfrontières des ravageurs et des maladies. Les pays développés et disposant de technologies avancées devraient favoriser ces efforts par un leadership scientifique accru sous forme de programmes et initiatives de renforcement des connaissances.

M. Hans Herren a noté la pression croissante que font peser les ravageurs et les maladies transfrontières du fait de la mondialisation, du commerce et de la circulation des personnes, et que le changement climatique ne fait qu'aggraver. Il a souligné qu'il était nécessaire d'intensifier la production durable conformément aux stratégies locales et nationales basées sur les écosystèmes, comme préconisé dans l'Évaluation internationale des connaissances, sciences et technologies agricoles pour le développement, sans recourir outre mesure aux intrants chimiques. M. Declan O'Brien a fait référence au Cadre mondial pour la maîtrise progressive des maladies animales transfrontières de la FAO et de l'OIE, approche idéale qui, avec l'implication de la sphère de la recherche et des alliances regroupant de multiples parties prenantes pour avoir des vaccins et des outils performants, devrait devenir opérationnelle grâce à des mécanismes tels que la Plateforme technologique européenne sur la santé animale dans le monde. M. Taghi Farvar a souligné l'importance de valoriser les savoirs locaux des écosystèmes locaux et des institutions coutumières pour améliorer les systèmes d'alerte rapide sur les ravageurs et les maladies, la nécessité de renforcer leurs capacités au titre de la souveraineté alimentaire et l'importance de la résilience environnementale et il a mis en garde contre les campagnes de grande ampleur sur les ravageurs transfrontières qui sous-estiment ces importantes ressources.

Les participants à la table ronde sont convenus que les ravageurs et les maladies transfrontières représentent des menaces graves pour la sécurité alimentaire et que la priorité absolue devrait être de renforcer les systèmes d'alerte et d'intervention rapides. Ils sont également convenus que le renforcement des capacités régionales, nationales et locales était crucial pour mieux préparer les pays à relever ces défis. Ils ont été très nombreux à soutenir l'idée d'encourager l'évolution vers une plus grande coopération entre systèmes nationaux, en particulier moyennant le renforcement des plateformes internationales déjà en vigueur, y compris celles que fournissent la FAO (Convention internationale pour la protection des végétaux) et l'OIE.

Il a été proposé d'avoir recours plus largement à la vaccination, en tant que mesure préventive, tout en prenant acte de la nécessité d'en étudier en détail les implications en matière réglementaire. La génomique, les biotechnologies et les technologies de l'information ont été citées comme autant d'exemples d'outils susceptibles d'être généralisés. Il a été préconisé par ailleurs de renforcer la plateforme de la FAO, plutôt que d'en créer de nouvelles. L'importance d'améliorer les rôles de la biodiversité, de la communication et des savoirs locaux dans la gestion des organismes nuisibles et des maladies existants ou nouvellement apparus a été soulignée. Le rôle joué par des systèmes nationaux solides pour faciliter les consultations régionales en collaboration avec la FAO a également été noté.

CONCLUSIONS DE LA TABLE RONDE 4 SUR

BIOÉNERGIES ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Rapport des Coprésidents

La table ronde a été ouverte par le Président du Comité plénier, Son Excellence Monsieur Henri Djombo, Ministre de l'économie forestière, République du Congo. Les Coprésidents de la table ronde étaient Son Excellence Madame Gerda Verburg, Ministre de l'Agriculture, Pays-Bas, et Son Excellence Monsieur Guillermo Salazar Nicolau, Ministre du développement de l'élevage, Panama.

Les intervenants étaient M. Pat Mooney, Directeur exécutif du Groupe d'action ETC sur l'érosion, la technologie et la concentration, Mme Anne-Ruth Herkes, Vice-Présidente, chargée des politiques et des questions stratégiques, BP Biofuels, et M. Ibrahim Assane Mayaki, Directeur exécutif du Hub rural, Afrique de l'Ouest. M. Alexander Müller, Sous-Directeur général de la FAO et responsable du Département de la gestion des ressources naturelles et de l'environnement, faisait fonction de Secrétaire.

Le groupe de réflexion et les participants aux débats se sont penchés sur les questions suivantes:

1. Quelle est la relation entre les bioénergies et la sécurité alimentaire?
2. Les bioénergies devraient-elles être un élément central des stratégies nationales d'adaptation au changement climatique?
3. Quels sont les rôles et les responsabilités du secteur public, du secteur privé et de la société civile pour assurer un développement des bioénergies qui soit viable sur le plan social et respectueux de l'environnement?
4. Quels sont les défis des bioénergies à relever au niveau international?
5. La communauté internationale devrait-elle prendre des mesures concrètes?

Son Excellence Gerda Verburg a rappelé les opportunités et les risques que représente la croissance des bioénergies et demandé l'élaboration de critères de durabilité mondiaux et d'indicateurs de la production de bioénergies, en coopération avec toutes les parties prenantes intéressées. Son Excellence Guillermo Salazar Nicolau a indiqué que les bioénergies pouvaient contribuer au développement économique et rural, notamment dans les pays tropicaux, et noté qu'il était nécessaire de privilégier la production de denrées alimentaires à la production d'énergie.

Mme Anne-Ruth Herkes a expliqué qu'il fallait examiner les questions de sécurité alimentaire et de bioénergies dans le contexte du changement climatique et encouragé la communauté internationale à trouver un consensus sur les normes de durabilité en matière bioénergétique. M. Pat Mooney s'est montré réservé en ce qui concerne la promotion des bioénergies, mentionnant notamment le risque de réaffecter à la production d'énergie des ressources en terres et en eaux utilisées auparavant pour la production alimentaire. M. Ibrahim Assane Mayaki a rappelé que les bioénergies modernes pouvaient contribuer aux besoins énergétiques des pays en développement,

notamment dans les zones rurales, ajoutant qu'il était nécessaire d'élaborer des politiques agricoles et énergétiques cohérentes et axées sur les besoins des petits exploitants et des communautés rurales. Il a en outre appelé de ses vœux la participation active de toutes les parties prenantes au processus de formulation.

La table ronde est convenue que les bioénergies pouvaient dans une large mesure contribuer au développement rural, notamment dans les pays en développement, en tant que source de croissance économique et fournisseur de services énergétiques. Elle a également souligné que la croissance des bioénergies devait être gérée avec précaution et que la sécurité alimentaire devait prendre le pas sur les objectifs énergétiques. Elle a enfin plaidé pour que des mesures soient prises pour éviter toute concurrence entre l'alimentation et l'énergie.

Plusieurs pays ont fait remarquer que la première génération de biocarburants posait des problèmes de durabilité et que la deuxième génération semblait prometteuse, en particulier pour réduire la compétition pour les ressources naturelles. La nécessité d'investir dans la technologie et la science, notamment dans les pays en développement, a été mentionnée. Plusieurs pays ont expliqué qu'il était important d'élaborer des cadres de politiques bien conçus et demandé l'élaboration de critères et de directives sur la durabilité au niveau international. La table ronde a salué dans ce contexte l'initiative de la FAO visant à établir un consensus international sur les biocarburants durables. Cette initiative est décrite dans le document d'information sur les bioénergies (HLC/08/INF/3).

ANNEXE 4

Déclarations – Adoption de la Déclaration

DÉCLARATION DE L'ARGENTINE

La République argentine considère que des diagnostics erronés ne peuvent déboucher que sur des remèdes inappropriés. Cette déclaration en est la preuve.

Monsieur le Président,

Les déclarations des chefs d'État, tout comme celle du Directeur général de cette Organisation, prononcées dans le cadre de cette Conférence relevaient que le manque d'investissement dans l'agriculture des pays en développement et la crise alimentaire mondiale tenaient en partie aux politiques agricoles appliquées par les pays développés au cours des soixante dernières années.

Les subventions élevées à la production et à l'exportation et la création d'obstacles exorbitants au commerce, ainsi que les conditions imposées par les organismes financiers internationaux aux pays en développement, sont la raison pour laquelle il n'a pas été envoyé de signaux corrects sur les prix, de façon que les agriculteurs des pays pauvres continuent à se consacrer à l'agriculture et que d'autres pays en développement compétitifs puissent développer tout leur potentiel de production.

Monsieur le Président,

La République argentine se voit dans l'obligation de manifester formellement son désaccord avec le texte de la Déclaration, qui ne fait pas explicitement référence à l'impact des subventions accordées à l'agriculture et des distorsions dont les pays développés sont responsables, mais qui mentionne des mesures conjoncturelles ayant un impact bien moindre sur les prix agricoles au niveau mondial et sur le niveau des approvisionnements.

Au-delà de ce désaccord, nous tenons à exprimer notre totale solidarité avec les quelque 900 millions de personnes vulnérables qui souffrent de la faim dans ce monde.

Monsieur le Président,

La République argentine s'est efforcée d'augmenter sa production agricole, qui a atteint près de 100 millions de tonnes en 2007, ce qui lui a permis d'augmenter de plus de 50 pour cent ses exportations agricoles au cours des cinq dernières années. Ces chiffres prouvent à l'évidence notre engagement en faveur de l'agriculture et de la sécurité alimentaire à l'échelle mondiale.

DÉCLARATION DE CUBA

Monsieur le Président,

La déclaration qui sera adoptée aujourd'hui est le résultat du manque de volonté politique des pays du Nord pour promouvoir une solution juste et durable à la crise alimentaire mondiale.

Les États-Unis, seul pays qui s'oppose au droit à l'alimentation, est le principal responsable de la déception exprimée par la communauté internationale à l'occasion de cette conférence de haut niveau et qui fut confirmée par les interventions de l'immense majorité des responsables de haut niveau qui ont pris la parole à l'occasion de cette conférence.

Le texte pêche par l'absence d'un diagnostic à peu près objectif sur les causes principales de la faim dans le monde. Nulle part dans le document il n'est fait référence à des thèmes comme:

- l'impact des subventions à l'agriculture et du contrôle monopolistique de la distribution des aliments sur la faillite de beaucoup d'agriculteurs du Sud;
- la stratégie sinistre consistant à transformer les céréales en combustibles;
- l'effet des modes de production et de consommation du Nord sur le changement climatique; et
- le rôle de la spéculation financière dans l'augmentation des prix des denrées alimentaires.

La responsabilité des puissances industrialisées dans cette situation inacceptable est évidente.

Pourquoi refuser d'inclure le principe des responsabilités communes mais différenciées ou toute référence à la Convention-cadre sur le changement climatique? Pourquoi contester des mesures visant à limiter les exportations de denrées alimentaires si elles sont justifiées par la logique et la justice?

Cuba ne peut rester silencieuse et se transformer ainsi en complice d'une représentation démagogique et opportuniste comme celle-ci. L'inaction et l'omission face au devoir qui nous incombe ne sauveront pas la vie et la dignité des 862 millions d'êtres humains qui souffrent de la faim et de la malnutrition.

Cuba continuera à défendre la justice, l'équité et la solidarité. Nous pouvons changer l'ordre international injuste qui est à l'origine de la faim et de la pauvreté et qui rend possible l'adoption de textes comme celui-ci, au mépris des besoins vitaux de ceux qui ont faim.

Cuba se félicite de l'appui reçu de la part de la très grande majorité des États, en particulier du groupe de l'Amérique latine et des Caraïbes, dans sa revendication justifiée qu'il soit mis fin au blocus criminel imposé par le gouvernement des États-Unis contre notre pays, gouvernement qui prétend de manière tout à fait irréaliste contraindre le peuple cubain à renoncer à sa volonté d'indépendance en l'affamant. La politique d'hostilité, de blocus et d'agression des États-Unis vis-à-vis de Cuba n'hésite pas à faire de l'alimentation un instrument de pression politique et économique.

Monsieur le Président,

Cuba ne s'opposera pas au consensus dans la mesure où, malgré ses limites, il pourrait bien représenter un pas en avant dans le processus d'éradication de la faim et réaffirme son appui à la FAO et à son Directeur général pour la réalisation de leur mandat crucial.

Nous espérons que cette Conférence aura au moins servi à faire prendre conscience des problèmes graves et urgents auxquels sont confrontées les populations des pays du Sud. Nous continuerons à travailler avec tous ceux qui défendent la cause d'un monde juste où chacun mange à sa faim. Nous continuons à ne pas trouver de réponse honnête et durable à la faim. Les riches et les puissants continuent à s'y opposer. Nous pouvons seulement leur répondre que nous continuerons à lutter pour que la faim se transforme, dans un avenir pas trop lointain, en fléau appartenant au passé de l'humanité.

Je vous remercie.

INTERVENTION DE LA RÉPUBLIQUE BOLIVARIENNE DU VENEZUELA

Au nom de la République bolivarienne du Venezuela, nous souhaitons faire une déclaration, à insérer en tant qu'annexe au document pertinent, conformément aux procédures établies de la présente Organisation.

Monsieur le Président,

Nous regrettons que la présente Conférence ait perdu l'occasion de réaliser un réel bon en avant dans la lutte contre le fléau de la faim. Les 800 millions d'êtres humains qui en sont victimes montrent qu'il ne s'agit pas d'une crise conjoncturelle. Une telle situation est le reflet accablant de l'injustice inhérente à la structure du pouvoir mondial. Cette injustice – que l'on ne peut cacher – est liée de façon indissoluble aux modes de production et de consommation non durables et à la concentration des richesses et du pouvoir dans le monde.

Monsieur le Président,

Il est déplorable que cette Déclaration manque d'un réel esprit humanitaire. Dans ce contexte, nous souhaitons réitérer notre sympathie à nos frères d'Afrique et d'Asie, qui aspirent à quelques progrès, même modestes, vers la solution de ce grave problème. Nous sommes toutefois convaincus que cette Déclaration ne contribue en rien à la réalisation de cet espoir.

Au contraire, ce document témoigne d'une régression sensible dans la quête de la justice et de l'insertion sociale. La résistance opposée par les pays les plus puissants à la mention de la « Convention-cadre sur le changement climatique » est la preuve éclatante de la domination unilatérale et de la perpétuation de l'injustice.

Monsieur le Président,

L'absence d'engagement en faveur de la Convention-cadre est incompréhensible, car c'est le seul instrument juridiquement contraignant qui concerne tous les pays ici présents. Dans la mesure où cette manifestation s'intitulait « Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale: les défis du changement climatique et des bioénergies », mentionner cet instrument dans la Déclaration allait de soi. La Convention-cadre protège les droits des pays en développement à décider de l'ordre de priorité de leurs propres objectifs sociaux et économiques, dont le développement agricole, et de progresser sur la voie du développement durable, qui protège l'environnement contre les dangers du changement climatique. Cet instrument est le seul à établir qu'il incombe aux pays développés de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre et d'empêcher la dégradation de l'environnement qui fait tant de mal à notre planète. Dans ces conditions, nous devrions nous demander si une absence aussi criante n'est pas la preuve d'un manque d'engagement réel à l'égard des objectifs qui nous réunissent.

Nous regrettons, Monsieur le Président, que les pays européens aient laissé passer une occasion historique de contribuer réellement à la lutte contre la faim dans le monde.

Nous réaffirmons que le Gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela est résolu à œuvrer pour la justice et l'insertion sociale et à garantir la sécurité alimentaire et le droit à l'alimentation de toute la population vénézuélienne. Nous réaffirmons aussi l'engagement de notre Gouvernement à poursuivre la lutte contre la faim et l'exclusion en toute solidarité avec les

pays d'Amérique latine et des Caraïbes et avec les peuples d'Afrique et d'Asie, dans le cadre de la coopération Sud-Sud

Monsieur le Président,

Le Venezuela ne s'opposera pas au consensus sur cette Déclaration; nous soutiendrons nos frères d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Nous sommes convaincus, toutefois, que ce document ratifie l'état d'injustice et de domination unilatérale qui prévaut aujourd'hui.

ANNEXE 5

Liste des pays et organisations ayant participé

PAYS

AFGHANISTAN
AFRIQUE DU SUD
ALBANIE
ALGÉRIE
ALLEMAGNE
ANGOLA
ARABIE SAOUDITE
ARGENTINE
ARMÉNIE
AUSTRALIE
AUTRICHE
AZERBAÏDJAN
BAHAMAS
BAHREÏN
BANGLADESH
BARBADE
BÉLARUS
BELGIQUE
BELIZE
BÉNIN
BHOUTAN
BOLIVIE
BOSNIE-HERZÉGOVINE
BOTSWANA
BRÉSIL
BRUNÉI DARUSSALAM
BULGARIE
BURKINA FASO
BURUNDI
CAMBODGE
CAMEROUN
CANADA
CAP-VERT
CHILI
CHINE
COLOMBIE
COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE
(ORGANISATION MEMBRE)
CONGO
COSTA RICA
CÔTE D'IVOIRE
CROATIE
CUBA
CHYPRE
DANEMARK
DJIBOUTI
ÉGYPTE
EL SALVADOR
ÉMIRATS ARABES UNIS
ÉQUATEUR
ÉRYTHRÉE
ESPAGNE
ESTONIE
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ÉTHIOPIE
FÉDÉRATION DE RUSSIE
FIDJI
FINLANDE
FRANCE
GABON
GAMBIE
GÉORGIE
GHANA
GRÈCE
GUATEMALA
GUINÉE
GUINÉE-BISSAU
GUINÉE ÉQUATORIALE
GUYANA
HAÏTI
HONDURAS
HONGRIE
ÎLES COOK
ÎLES MARSHALL
ÎLES SALOMON
INDE
INDONÉSIE
IRAN (RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D')
IRAQ
IRLANDE
ISLANDE
ISRAËL
ITALIE
JAMAÏQUE
JAMAHIRIYA ARABE LIBYENNE
JAPON
JORDANIE
KAZAKHSTAN
KENYA
KIRGHIZISTAN
KIRIBATI
KOWEÏT
LETTONIE
LESOTHO
L'EX-RÉPUBLIQUE YUGOSLAVE DE
MACÉDOINE
LIBAN
LIBÉRIA
LIECHTENSTEIN
LITUANIE
LUXEMBOURG
MADAGASCAR
MALAWI
MALAISIE
MALDIVES
MALI
MALTE
MAROC
MAURITANIE
MAURICE
MEXIQUE
MICRONÉSIA, ÉTATS FÉDÉRÉS DE

MOLDOVA	RWANDA
MONACO	SAINT-KITTS-ET-NEVIS
MONGOLIE	SAINTE-LUCIE
MOZAMBIQUE	SAINT-SIÈGE
MYANMAR	SAMOA
NAMIBIE	SAINT-MARIN
NICARAGUA	SAO TOMÉ-ET-PRINCIPE
NIGER	SÉNÉGAL
NIGERIA	SERBIE
NORVÈGE	SEYCHELLES
NOUVELLE-ZÉLANDE	SIERRA LEONE
OMAN	SINGAPOUR
PAYS-BAS	SLOVAQUIE
PAKISTAN	SLOVÉNIE
PANAMA	SOMALIE
PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE	SOUDAN
PARAGUAY	SRI LANKA
PÉROU	SUÈDE
PHILIPPINES	SURINAME
POLOGNE	SUISSE
PORTUGAL	SWAZILAND
OUGANDA	TCHAD
OUZBÉKISTAN	THAÏLANDE
QATAR	TOGO
RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE	TRINITÉ-ET-TOBAGO
RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	TUNISIE
RÉPUBLIQUE DE CORÉE	TURQUIE
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU	TURKMÉNISTAN
CONGO	TUVALU
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE	UKRAINE
POPULAIRE LAO	URUGUAY
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	VANUATU
RÉPUBLIQUE POPULAIRE	VENEZUELA (RÉPUBLIQUE
DÉMOCRATIQUE DE CORÉE	BOLIVARIENNE DU)
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	VIET NAM
RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE	YEMEN
ROUMANIE	ZAMBIE
ROYAUME-UNI	ZIMBABWE

MEMBRE ASSOCIÉ

ÎLES FÉROÉ (LES)

ORDRE SOUVERAIN DE MALTE

MOUVEMENT DE LIBÉRATION

PALESTINE

REPRÉSENTANTS DES NATIONS UNIES ET INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES

AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE
BANQUE MONDIALE
BUREAU DU HAUT COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES POUR LES DROITS HUMAINS
CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT
CONVENTION-CADRE DES NATIONS UNIES SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES
CONVENTION DES NATIONS UNIES SUR LA LUTTE CONTRE LA DÉSERTIFICATION
COMMISSION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DES NATIONS UNIES POUR L'ASIE OCCIDENTALE
COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE
FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE
FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL
GROUPE D'EXPERTS INTERGOUVERNEMENTAL SUR L'ÉVOLUTION DU CLIMAT
HAUT COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS
ORGANISATION DES NATIONS UNIES
ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL
ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ÉDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE
ORGANISATION MÉTÉOROLOGIQUE MONDIALE
ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ
ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE
PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL
PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT
PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR L'ENVIRONNEMENT

OBSERVATEURS D'ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

AUTORITÉ ARABE POUR LES INVESTISSEMENTS ET LE DÉVELOPPEMENT AGRICOLES
BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT
BANQUE ARABE POUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE EN AFRIQUE
BANQUE ASIATIQUE DE DÉVELOPPEMENT
BANQUE CENTRAMÉRICAINNE D'INTÉGRATION ÉCONOMIQUE
BANQUE DE DÉVELOPPEMENT DES CARAÏBES
BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT
BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT
BANQUE OUEST AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT
CABI INTERNATIONAL CENTRE FOR AGRICULTURE AND BIOSCIENCE
CARIBBEAN COMMUNITY CLIMATE CHANGE CENTRE
CLUB DU SAHEL ET DE L'AFRIQUE DE L'OUEST
COMITÉ INTERNATIONAL DE LA CROIX-ROUGE
COMITÉ PERMANENT INTER-ÉTATS DE LUTTE CONTRE LA SÉCHERESSE DANS LE SAHEL
COMMONWEALTH OF NATIONS
COMMUNAUTÉ ANDINE
COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE DE L'AFRIQUE CENTRALE
COMMUNAUTÉ DU DÉVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE AUSTRALE
CORPORACIÓN ANDINA DE FOMENTO
FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES SOCIÉTÉS DE LA CROIX-ROUGE ET DU CROISSANT-ROUGE
FONDS COMMUN POUR LES PRODUITS DE BASE
FONDS OPEC POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL
INSTITUT INTERAMÉRICAIN DE COOPÉRATION POUR L'AGRICULTURE
LIGUE DES ÉTATS ARABES
ORGANISATION ARABE POUR LE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE
ORGANISATION DE COOPÉRATION ÉCONOMIQUE
ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ ANIMALE
ORGANISATION INTERNATIONALE POUR LES MIGRATIONS
ORGANISATION INTERNATIONALE DE DROIT DU DÉVELOPPEMENT
ORGANISATION DE LA CONFÉRENCE ISLAMIQUE
ORGANISATION POUR LA MISE EN VALEUR DU FLEUVE SÉNÉGAL

PROGRAMME RÉGIONAL OCÉANIE DE L'ENVIRONNEMENT
 SECRÉTARIAT DE LA COMMUNAUTÉ DU PACIFIQUE
 UNION AFRICAINE
 UNION DU MAGHREB ARABE
 UNION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE OUEST- AFRICAINE

**OBSERVATEURS DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES
 ET DU SECTEUR PRIVÉ**

ACTION PRATIQUE
 AIDE ET ACTION INTERNATIONAL
 ALLIANCE INTERNATIONALE SAVE THE CHILDREN
 ALLIANCE POUR UNE RÉVOLUTION VERTE EN AFRIQUE
 ASSOCIATION DES PAYSANS D'ASIE POUR UN DÉVELOPPEMENT RURAL DURABLE
 ASSOCIATION INTERNATIONALE D'ALIMENTATION ANIMALE
 ASSOCIATION INTERNATIONALE DE L'INDUSTRIE DES FERTILISANTS
 BIOVERSITY INTERNATIONAL
 BP BIOFUELS
 CARE INTERNATIONAL
 COPA-COGECA - COMITÉ DES ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES AGRICOLES DE
 L'UE/CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DES COOPÉRATIVES AGRICOLES DE L'UE
 COMITÉ INTERNATIONAL DE PLANIFICATION DES ONG/OSC POUR LA SOUVERAINETÉ
 ALIMENTAIRE
 ENDA TIERS MONDE
 FÉDÉRATION DES PAYSANS D'AFRIQUE DE L'EST
 FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES PRODUCTEURS AGRICOLES (FIPA)
 FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES MOUVEMENTS D'AGRICULTURE BIOLOGIQUE
 FÉDÉRATION INTERNATIONALE DU COMMERCE DES SEMENCES
 FÉDÉRATION INTERNATIONALE POUR LA SANTÉ ANIMALE
 FONDATION DES NATIONS UNIES
 FORUM MONDIAL DES POPULATIONS DE PÊCHEURS
 GROUPE CONSULTATIF POUR LA RECHERCHE AGRICOLE INTERNATIONALE
 GROUPE D'ACTION SUR L'ÉROSION, LA TECHNOLOGIE ET LA CONCENTRATION
 GREENPEACE INTERNATIONAL
 HEIFER PROJECT INTERNATIONAL
 INFORMATION ET RÉSEAU D'ACTION POUR LE DROIT À SE NOURRIR (FIAN)
 INSTITUT INTERNATIONAL DE RECHERCHE SUR LES POLITIQUES ALIMENTAIRES
 INSTITUT POUR UNE POLITIQUE AGRICOLE ET COMMERCIALE
 L'ALLIANCE POUR UNE RÉVOLUTION VERTE EN AFRIQUE
 LA VIA CAMPESINA
 MILLENIUM INSTITUTE
 OXFAM INTERNATIONAL
 PLUS ET MIEUX - CAMPAGNE INTERNATIONALE POUR L'AIDE À L'ALIMENTATION, À
 L'AGRICULTURE ET AU DÉVELOPPEMENT RURAL POUR ÉLIMINER LA PAUVRETÉ
 ET LA FAIM
 RÉSEAU INTERNATIONAL DES AMIS DE LA TERRE
 RÉSEAU DES ORGANISATIONS PAYSANNES ET DE PRODUCTEURS AGRICOLES D'AFRIQUE
 DE L'OUEST
 RÉSEAU D'INFORMATION TIERS-MONDE
 RURAL HUB
 TETRAPAK
 UNILEVER
 UNION INTERNATIONALE POUR LA CONSERVATION DE LA NATURE
 WOCAN (WOMEN ORGANIZING FOR CHANGE IN AGRICULTURE AND NATURAL
 RESOURCES MANAGEMENT)

ANNEXE 6

Liste des documents

Liste des documents

Documents de travail

HLC/08/1-Rev.2	Ordre du jour provisoire
HLC/08/2-Rev.5	Ordre du jour annoté et calendrier provisoires
HLC/08/3	Rapport des coprésidents du groupe de contact informel à composition non limitée

Documents d'information

HLC/08/INF/1	La flambée des prix des denrées alimentaires: faits, perspectives, effets et actions requises
HLC/08/INF/2	Adaptation aux changements climatiques et atténuation de leurs effets: défis et opportunités pour la sécurité alimentaire
HLC/08/INF/3	Bioénergies, sécurité alimentaire et durabilité: vers un cadre international
HLC/08/INF/4-Rev.1	Mécanismes financiers pour l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets dans les secteurs de l'alimentation et de l'agriculture
HLC/08/INF/5	Changement climatique, bioénergies et sécurité alimentaire: options pour les décideurs identifiées lors de réunions d'experts
HLC/08/INF/6	Le changement climatique, les bioénergies et la sécurité alimentaire: perspectives pour la société civile et le secteur privé
HLC/08/INF/7	Ravageurs et maladies transfrontières liés au changement climatique
HLC/08/INF/8	Liste provisoire des documents
HLC/08/INF/9-Rev.1	Arrangements pour la Conférence de haut niveau et informations à l'intention des participants

APPENDICE

**Déclaration sur la sécurité alimentaire mondiale:
les défis du changement climatique et des bioénergies**

**DECLARATION DE LA CONFERENCE DE HAUT NIVEAU SUR LA SECURITE ALIMENTAIRE
MONDIALE: LES DEFIS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET DES BIOENERGIES**

NOUS, Chefs d'État et de gouvernement, Ministres et Représentants de 181 pays et de la Communauté européenne, nous sommes réunis à Rome à cette Conférence de haut niveau, organisée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, de concert avec le Programme alimentaire mondial des Nations Unies, le Fonds international de développement agricole et Bioversity International au nom du système du GCRAI, pour chercher des moyens de parvenir à la sécurité alimentaire mondiale et dans ce contexte, relever les défis de la hausse des prix des produits alimentaires, du changement climatique et des bioénergies.

1. Nous réaffirmons les conclusions du Sommet mondial de l'alimentation de 1996, qui a adopté la Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire mondiale et le Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation, et l'objectif, confirmé par le Sommet mondial de l'alimentation: cinq après, consistant à parvenir à la sécurité alimentaire pour tous grâce à un effort permanent d'élimination de la faim dans tous les pays, en vue, dans l'immédiat, de réduire de moitié le nombre de personnes sous-alimentées pour 2015 au plus tard, ainsi que notre engagement à réaliser les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD). Nous réaffirmons que les aliments ne devraient pas être utilisés comme moyen de pression politique et économique. Nous rappelons également les Directives volontaires à l'appui de la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale. Nous réaffirmons qu'il est inacceptable que 862 millions de personnes soient encore sous-alimentées dans le monde aujourd'hui.

2. Nous sommes ici pour relever les défis des bioénergies et du changement climatique, et de la situation actuelle de flambée des prix des produits alimentaires qui a des effets néfastes sur la sécurité alimentaire, en particulier dans les pays en développement et les pays en transition, d'autant plus que l'on peut supposer que les prix des denrées alimentaires resteront élevés dans les années à venir.

3. Nous sommes convaincus que la communauté internationale doit prendre des mesures urgentes et coordonnées pour lutter contre les effets négatifs de la flambée des prix des denrées alimentaires sur les pays et les populations les plus vulnérables du monde. Nous sommes également convaincus que les mesures prises par les gouvernements nationaux, avec l'appui de la communauté internationale, sont nécessaires à court, moyen et long termes, pour répondre aux besoins de la planète et des ménages en matière de sécurité alimentaire. Il y a donc nécessité urgente d'aider les pays en développement et les pays en transition à accroître leur production agricole et vivrière, et à renforcer leurs investissements dans l'agriculture, les entreprises agricoles et le développement rural, de sources à la fois publiques et privées.

En adoptant la présente Déclaration, nous nous engageons à faire de la sécurité alimentaire une question permanente de politique nationale, à renouveler notre engagement en matière de réalisation des objectifs du Sommet mondial de l'alimentation et des Objectifs du Millénaire pour le développement, et nous nous engageons à mettre en œuvre les mesures ci-après.

Mesures immédiates et à court terme

4. La situation alimentaire mondiale appelle un engagement ferme des gouvernements ainsi que de toutes les autres parties prenantes. Nous engageons tous les donateurs et le système des Nations Unies à accroître leur aide aux pays en développement, en particulier les pays les moins

avancés et ceux qui sont les plus touchés par la hausse des prix des denrées alimentaires. Dans l'immédiat, il est essentiel d'agir sur deux fronts.

5. Il s'agit d'abord de répondre d'urgence aux demandes d'aide émanant des pays touchés.
 - a) Les institutions compétentes des Nations Unies devraient être assurées de disposer des ressources nécessaires pour accroître et améliorer leur aide alimentaire et pour appuyer leurs programmes de filets de sécurité en vue de faire face à la faim et à la malnutrition, le cas échéant en ayant recours à des achats locaux ou régionaux.
 - b) Les organisations régionales compétentes qui ont des dispositifs d'urgence en faveur de la sécurité alimentaire devraient renforcer leur coopération en vue de faire face efficacement à la flambée des prix des denrées alimentaires.
 - c) Tous les efforts déployés par les organisations gouvernementales et non gouvernementales afin de renforcer l'aide humanitaire immédiate et l'aide au développement devraient faire l'objet d'une synergie avec ceux que déploient les organisations multilatérales, et être rendus cohérents, afin d'assurer une transition sans heurt entre l'aide d'urgence et l'aide à long terme.
 - d) Tous les efforts nationaux et internationaux devraient être déployés pour faire en sorte que l'aide alimentaire d'urgence internationale soit livrée aussi rapidement et efficacement que possible aux populations en difficulté.
 - e) Pour faciliter l'adaptation à la hausse des prix des produits alimentaires, les donateurs et les institutions financières internationales, conformément à leur mandat et en accord avec les pays bénéficiaires, devraient fournir, en temps utile, un appui en matière de balance des paiements et/ou un appui budgétaire aux pays à faible revenu importateurs de denrées alimentaires. D'autres mesures devraient être envisagées si nécessaire pour améliorer la situation financière des pays dans le besoin, par exemple, le cas échéant, le réexamen du service de la dette. Nous engageons également les institutions internationales concernées à simplifier les procédures relatives aux conditions à réunir afférentes aux mécanismes financiers existants à l'appui de l'agriculture et de l'environnement.
6. Il s'agit ensuite d'apporter un appui immédiat à la production et au commerce agricoles.
 - a) Toutes les organisations compétentes et les pays coopérants devraient être prêts à aider les pays, à leur demande, à mettre en place les politiques révisées et des mesures de nature à aider les agriculteurs, en particulier les petits producteurs, à accroître leur production et à s'intégrer dans les marchés locaux, régionaux et internationaux. La coopération Sud-Sud doit être encouragée.
 - b) Les partenaires du développement sont invités à participer et à contribuer aux initiatives internationales et régionales relatives à la flambée des prix des denrées alimentaires et en particulier dans le cadre de l'initiative lancée le 17 décembre 2007 par la FAO, à l'appui des mesures conduites par les pays, de nature à donner aux agriculteurs des pays à déficit vivrier et à faible revenu et des pays les plus touchés accès à des semences appropriées, adaptées aux conditions locales, à des engrais, à des aliments pour animaux et d'autres intrants, ainsi qu'à une assistance technique, afin d'accroître la production agricole.
 - c) Les partenaires du développement sont appelés à prendre des initiatives afin de limiter les fluctuations inhabituelles des prix des céréales vivrières. En particulier,

nous demandons aux institutions concernées d'aider les pays à renforcer leurs capacités en matière de stocks de denrées alimentaires et d'envisager d'autres mesures afin de renforcer la gestion du risque afférent à la sécurité alimentaire pour les pays touchés.

- d) Les Membres de l'OMC réaffirment leur engagement à mener à bien rapidement le Programme de Doha pour le développement et réaffirment leur volonté de parvenir à des résultats complets et ambitieux qui aboutissent à l'amélioration de la sécurité alimentaire dans les pays en développement. La mise en œuvre des mesures d'aide pour le commerce devrait être un complément précieux du Programme de Doha pour le développement afin de mettre en place et d'améliorer la capacité commerciale des pays en développement.
- e) Nous nous efforcerons de faire en sorte que les politiques en matière d'alimentation, de commerce agricole et les politiques commerciales générales soient de nature à favoriser la sécurité alimentaire pour tous. À cet effet, nous réaffirmons la nécessité de limiter le plus possible les mesures restrictives qui pourraient accroître la volatilité des cours mondiaux.

Mesures à moyen et à long termes

7. La crise actuelle a mis en évidence la fragilité des systèmes vivriers mondiaux et leur vulnérabilité aux chocs. S'il est urgent de s'attaquer aux conséquences de la flambée des prix des produits alimentaires, il est également crucial d'associer des mesures à moyen et à long termes, notamment les suivantes:

- a) Nous demandons instamment aux gouvernements nationaux, à toutes les institutions financières, aux donateurs et à l'ensemble de la communauté internationale d'adopter sans réserve un cadre de politique axé sur les populations à l'appui des pauvres dans les zones rurales, périurbaines et urbaines et des moyens d'existence des populations dans des pays en développement et d'accroître les investissements dans l'agriculture.
- b) Il est essentiel de traiter la question fondamentale de savoir comment accroître la capacité de récupération des actuels systèmes de production vivrière face aux défis du changement climatique. Dans ce contexte, le maintien de la diversité biologique est essentiel pour permettre les bons résultats de la production future. Nous demandons instamment aux gouvernements d'attribuer la priorité qui s'impose aux secteurs de l'agriculture, des forêts et des pêches, afin de créer des conditions permettant aux petits agriculteurs et aux pêcheurs du monde, y compris des populations autochtones, en particulier dans les zones vulnérables, de participer, en en profitant, aux mécanismes financiers et aux flux d'investissement à l'appui de l'adaptation au changement climatique, de l'atténuation de ses effets et de la mise au point, du transfert et de la diffusion de technologies. Nous soutenons l'établissement de systèmes agricoles et de pratiques de gestion forestière durable qui contribuent nettement à atténuer les effets des changements climatiques et favorisent l'équilibre écologique.

- c) En outre, nous réaffirmons la stratégie de Maurice pour le développement durable des petits États insulaires en développement et lançons un appel pour sa mise en œuvre dans le cadre des défis du changement climatique et de la sécurité alimentaire.
- d) Nous exhortons la communauté internationale, et notamment le secteur privé, à accroître nettement les investissements dans la science et la technologie pour l'alimentation et l'agriculture. Des efforts accrus en matière de coopération internationale devraient être orientés vers la recherche, la mise au point, l'application, le transfert et la diffusion de technologies améliorées et d'approches en matière de politiques. Nous demandons instamment aux États Membres d'établir, conformément au Consensus de Monterrey, des conditions en ce qui concerne la gouvernance et les politiques, qui facilitent l'investissement dans des technologies agricoles améliorées.
- e) Nous encourageons la communauté internationale à poursuivre ses efforts en matière de libéralisation des échanges internationaux de produits agricoles en réduisant les obstacles au commerce, et les politiques qui sont à l'origine de distorsions des marchés. L'action concernant ces mesures donnera aux agriculteurs, en particulier dans les pays en développement, de nouvelles possibilités de vendre leurs produits sur les marchés mondiaux et appuiera leurs efforts d'accroissement de la productivité et de la production.
- f) Il est essentiel de relever les défis et possibilités relatifs aux biocarburants, compte tenu des besoins mondiaux en matière de sécurité alimentaire, d'énergie et de développement durable. Nous sommes convaincus que des études approfondies sont nécessaires pour faire en sorte que la production et l'utilisation des biocarburants soient durables conformément aux trois piliers du développement durable et tiennent compte de la nécessité de parvenir à la sécurité alimentaire mondiale et de la maintenir. Nous sommes en outre convaincus du caractère souhaitable de la mise en commun de données d'expérience sur les technologies, normes et réglementations en matière de biocarburants. Nous demandons aux organisations intergouvernementales compétentes, et notamment la FAO, dans le cadre de leur mandat et de leur domaine de compétence, et avec la participation des gouvernements nationaux, des partenariats, du secteur privé et de la société civile, de stimuler un dialogue international cohérent efficace et fondé sur les résultats, au sujet des biocarburants, dans le contexte de la sécurité alimentaire et des besoins en matière de développement durable.

Suivi et examen

8. Nous demandons à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, en étroite partenariat avec le PAM et le FIDA et d'autres organisations internationales compétentes, y compris celles qui participent à l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise alimentaire mondiale et en collaboration avec les gouvernements, la société civile et le secteur privé, de suivre et d'analyser la sécurité alimentaire mondiale dans toutes ses dimensions - y compris celles qui sont abordées par cette Conférence, et d'élaborer des stratégies de nature à l'améliorer.

9. Conscients du contenu des mesures précitées, nous soulignons l'importance qu'il y a à utiliser de façon effective et efficiente les ressources du système des Nations Unies et des autres organisations internationales.

* * *

Nous prenons la ferme résolution d'utiliser tous les moyens pour soulager les souffrances provoquées par l'actuelle crise, stimuler la production vivrière et accroître l'investissement dans l'agriculture, nous occuper des obstacles à l'accès aux aliments et utiliser de façon durable les ressources de la planète pour les générations présentes et à venir.

Nous nous engageons à éliminer la faim et à assurer des aliments pour tous aujourd'hui et demain.

Rome, le 5 juin 2008